

OCDE  
ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ESPAGNE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

MAI 1976

# STATISTIQUES DE BASE DE L'ESPAGNE

## LE PAYS

Superficie totale (milliers de km <sup>2</sup> )	504.8	Villes principales (recensement du 31-12-70, en milliers d'habitants) :	
Superficie agricole (milliers de km <sup>2</sup> ) 1973	350.1	Madrid	3 146
		Barcelone	1 745
		Valence	654
		Séville	548

## LA POPULATION

Population (au 1-7-75, en milliers)	35 219	Population active civile occupée, en 1974, milliers :	12 860
Densité au km <sup>2</sup>	70	Agriculture	2 968
Accroissement naturel net (1974, en milliers)	387	Industrie	4 785
Migration nette (1974, en milliers)	- 95	dont : Construction	1 260
		Services	5 107

## LA PRODUCTION

Produit intérieur brut, en 1975 (milliards de pts)	5 800	Origine du produit intérieur brut, au coût des facteurs, en 1975 (en %) :	
Produit intérieur brut par habitant, en 1975 (\$ des États-Unis)	2 865	Agriculture	9
Investissement fixe brut, en 1975 :		Industrie et construction	39
En % du PIB	26	Services	52
Par tête (\$ des États-Unis)	735		

## L'ÉTAT

Consommation publique, en 1975 (en % du PIB)	9	Recettes fiscales de l'État, en 1974 (en % du PIB)	12
Total des dépenses en capital de l'État, en 1974 (en % des investissements totaux)	14	Dette publique interne (en % des recettes courantes de l'État) au 1-1-1974	82

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services, en 1975 (milliards de \$ des États-Unis)	13	Importations de biens et services, en 1975 (milliards de \$ des États-Unis)	18
Exportations de biens et services en % du PIB (moyenne 1974-75)	14	Importations de biens et services en % du PIB (moyenne 1974-75)	19
Exportations de biens en % des exportations totales (moyenne 1974-75)	57	Importations en % des importations de biens (moyenne 1974-75) :	
Exportations en % des exportations de biens (moyenne 1974-75) :		Produits alimentaires	13
Produits alimentaires	23	Combustibles, matières premières et produits semi-finis	59
Matières premières		Biens d'équipement	21
et produits semi-finis	31	Produits manufacturés pour la consommation	7
Biens d'équipement	21		
Produits manufacturés pour la consommation	25		

## LA MONNAIE

Unité monétaire : la peseta	Unités monétaires par dollar des E.-U., moyenne journalière :	
	Année 1975	57.40
	Avril 1976	67.28

NOTE: On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

# ESPAGNE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.

Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.



*L'examen annuel de la situation de l'Espagne  
par le Comité d'Examen des Situations Économiques  
et des Problèmes de Développement de l'OCDE  
a eu lieu le 27 avril 1976.*

*La présente étude a été mise à jour par la suite.*

© OCDE 1976.

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :

M. le Directeur de l'Information, OCDE  
2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b>	<b>5</b>
<b>I Tendances récentes</b>	<b>5</b>
L'évolution de la demande	6
L'évolution de l'offre	8
L'emploi	10
Revenus et prix	13
<b>II La balance des paiements</b>	<b>16</b>
Balance des opérations courantes	16
Mouvements de capitaux	20
<b>III La politique économique</b>	<b>22</b>
Caractéristiques générales de la politique économique dans la phase actuelle du cycle	22
Politique budgétaire	23
Politique monétaire	26
Autres mesures de politique économique	30
<b>IV Perspectives à court terme, problèmes et conclusions de politique écono- mique</b>	<b>31</b>
Perspectives à court terme	31
Quelques problèmes du développement à moyen terme	34
Conclusions de politique économique	37

### *Annexes*

<b>Annexe technique</b>	<b>41</b>
<b>Annexe statistique</b>	<b>47</b>

## TABLEAUX

### TEXTE :

1 Demande et production	6
2 Marché du travail	11
3 Salaires	13
4 Prix	15
5 Distribution géographique du commerce extérieur	18
6 Balance des paiements	19
7 Opérations de l'Administration centrale	24
8 Indicateurs monétaires	27
9 Prévisions pour 1976	33
10 Exportations et déficit courant	35

## ANNEXE TECHNIQUE :

A1 Balance courante en 1980 : hypothèses sur les invisibles et les prix	41
A2 Balance courante en pourcentage du PIB en 1980	42
A3 Emploi et productivité	42
A4 Croissance et emploi	43

## ANNEXE STATISTIQUE :

A Comptes nationaux	47
B Emploi et salaires	48
C Main-d'œuvre	49
D Comptes du secteur public	49
E Recettes fiscales	51
F Monnaie et crédit	52
G Balance des paiements	54
H Commerce extérieur	55
I Réserves publiques de change	57

## GRAPHIQUES

1 Indicateurs conjoncturels	7
2 Production industrielle	9
3 Emploi et activité	12
4 Prix à la consommation	14
5 Commerce extérieur	17
6 Balance des paiements	19
7 Marché des changes	21
8 Principales contreparties de la base monétaire et offre de monnaie	28
9 Taux d'intérêt	29

## INTRODUCTION

L'économie espagnole a été frappée avec un certain retard par la récession qui a affecté la plupart des pays de l'OCDE en 1974-1975. Ce décalage conjoncturel s'explique par la vigueur de la phase d'expansion qui se développait au moment de la crise pétrolière, mais aussi par une stratégie de politique économique qui a volontairement privilégié l'expansion et le maintien du plein emploi, au prix d'une vive inflation et d'une dégradation marquée du solde extérieur. A partir d'avril 1975 toutefois, devant les risques encourus par une nouvelle accélération de la hausse des prix et des salaires, et par l'aggravation du déficit extérieur, les autorités espagnoles ont révisé leur politique dans un sens plus restrictif, celui-ci restant cependant modéré et sélectif.

Par suite à la fois de l'inflexion de la politique économique et de l'aggravation de la récession internationale, l'économie espagnole a enregistré, au premier semestre de 1975, une chute de l'activité intérieure, qui a été suivie au deuxième semestre d'une reprise dont l'ampleur est difficile à estimer. La situation de l'emploi s'est nettement détériorée, par suite à la fois du fléchissement de l'activité intérieure et de la forte réduction de l'émigration, qui a même vraisemblablement laissé place à un flux positif net de retour. On a assisté, dans le courant de 1975, à une certaine modération des tensions inflationnistes, surtout sensible au deuxième semestre. Cependant, en termes annuels, l'augmentation des prix et des revenus salariaux est restée considérable. Malgré la stagnation de l'activité, le déficit courant est demeuré important et a même marqué une nouvelle détérioration. C'est pour tenter de réduire ce déficit que les autorités nationales ont décidé le 9 février de changer les limites d'intervention sur le marché des changes, ce qui devait entraîner une dépréciation de la peseta de l'ordre de 10 %.

La présente étude analyse dans une première partie les tendances récentes de l'activité intérieure : demande et production; emploi; prix et revenus. La deuxième partie est consacrée à l'évolution de la balance des paiements. La troisième partie analyse la politique économique depuis dix-huit mois. Enfin, la dernière partie présente les perspectives à court terme, évoque quelques problèmes liés au développement à moyen terme, et pose divers problèmes de politique économique.

## I TENDANCES RÉCENTES

Au regard de l'évolution enregistrée dans d'autres pays membres, l'économie espagnole a relativement bien supporté la crise pétrolière et le contre-coup de la récession mondiale : en 1974, l'Espagne a enregistré l'un des taux de croissance du PIB<sup>1</sup> les plus élevés des pays de la zone (+5 %) et, en 1975, elle est l'un des rares pays à ne pas avoir connu une baisse de l'activité en moyenne annuelle. Néanmoins,

---

1 En 1975, le système des comptes nationaux espagnols a été révisé, pour suivre le schéma de la Communauté Économique Européenne et l'année de base a été modifiée (1970 et non plus 1963). Les résultats des dernières années ne sont donc pas absolument comparables avec les chiffres antérieurs à 1970. Par ailleurs, à l'occasion de ce changement de système, les niveaux absolus ont été recalculés : ainsi, le PIB de 1974 a été réévalué de 17 % par rapport à l'estimation précédente.

1975 apparaît comme la plus mauvaise année connue par l'Espagne depuis la stabilisation de 1959, tant par le fléchissement de l'activité que par la progression du chômage. Et la faible croissance du PIB (0,8 % en moyenne annuelle) recouvre un double mouvement de baisse sensible de la production au premier semestre de 1975 suivie d'une amorce de reprise au deuxième semestre. La récession s'est accompagnée d'une nette détérioration de l'emploi, accentué par l'arrêt de l'émigration nette, voire même l'apparition d'un flux positif de retour. Enfin, il faut noter que malgré le freinage de l'activité et la montée du chômage, la croissance des prix et des salaires s'est poursuivie à un rythme soutenu.

### L'évolution de la demande

Pour l'année 1975, il est difficile d'établir, même approximativement, un profil des principaux éléments de la demande qui soit cohérent avec les indicateurs partiels dont on dispose. La consommation publique, bien qu'en net ralentissement par rapport à la tendance des années antérieures<sup>2</sup>, a constitué en 1975 l'élément le plus dynamique de la demande, avec un taux de croissance de 3,7 % en volume. Le ralentissement par rapport à la moyenne période de la consommation privée a été plus marqué<sup>3</sup>. En effet, alors que les revenus perçus par les ménages progressaient moins vite que dans le passé, l'érosion par les prix s'est un peu accentuée, en moyenne annuelle, de 1974 à 1975. En particulier, la perte de pouvoir d'achat des revenus de la propriété et de l'entreprise allant aux ménages, déjà sensible en 1974, s'est nettement accentuée en 1975. Dans le même temps, la pression fiscale s'est accrue, attei-

Tableau 1 Demande et production

	1974		Variation en % - en volume		
	Milliards de pesetas	Composition en %	1973	1974	1975 <sup>1</sup>
Consommation privée	3 360	68.1	7.6	5.8	2.1
Consommation publique	470	9.5	8.0	6.0	3.7
Formation brute de capital fixe	1 231	24.9	14.3	4.4	-3,4 <sup>3</sup>
— Construction	776	15.7	11.3	5.7	-2,5
— Biens d'équipement	455	9.3	18.7	2.7	-4,5 <sup>4</sup>
Variation des stocks <sup>2</sup>	132	2.7	(0.3)	(0.7)	
Demande intérieure totale	5 193	105,2	8.9	6.0	0.8
Solde extérieur <sup>2</sup>	-259	-5.2	(-0.9)	(-1.0)	(—)
PIB aux prix du marché	4 934	100.0	8.4	5.0	0.8
Prix implicites du PIB			11.5	13.8	16.5
Prix à la consommation			11.1	16.0	17.0
PIB au coût des facteurs	4 696	100.0	8.8	5.0	0.8
— Agriculture	461	9.8	4.0	1.6	1.5
— Industrie	1 479	31.5	10.8	5.7	-2.3
— Construction	432	9.2	8.5	4.9	-1.6
— Services	2 324	49.5	8.7	5.3	3.0

1 Estimations.

2 Variation en pourcentage du PIB de la période précédente.

3 Formation brute de capital.

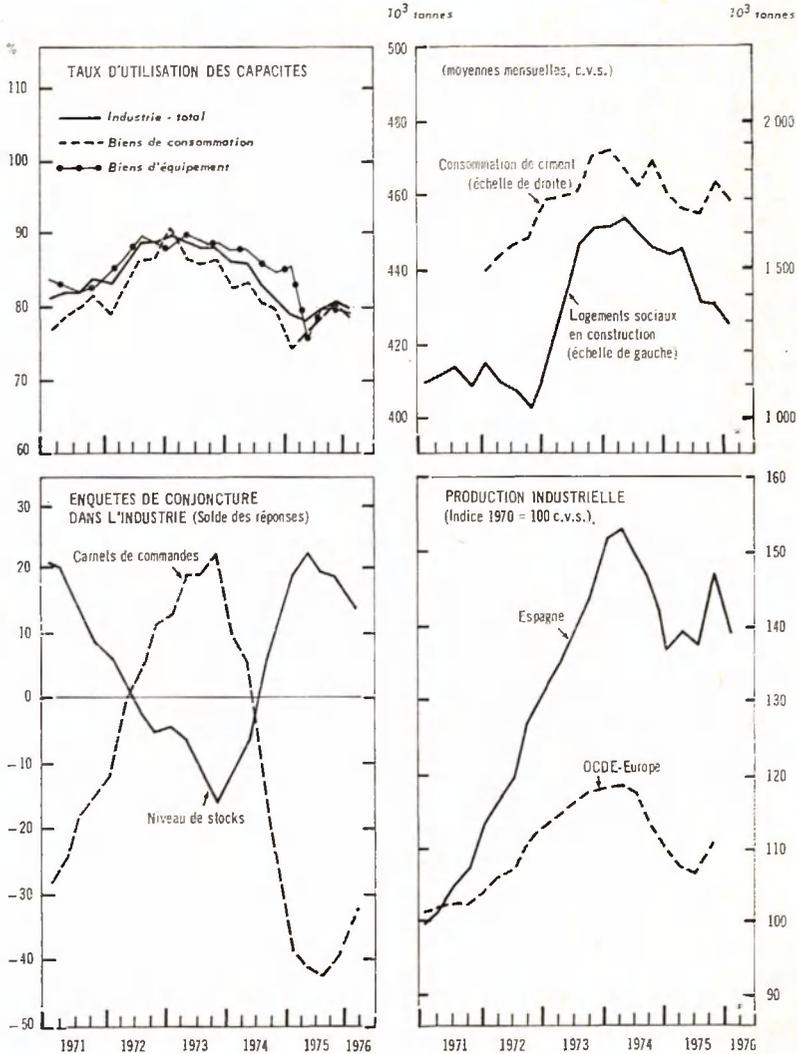
4 Y compris la variation des stocks.

Source: Institut National de la Statistique.

2 6 % en moyenne de 1970 à 1974.

3 2.1 % en 1975 contre 5.8 % en 1974 et 6.6 % en moyenne de 1970 à 1974.

Graphique 1 Indicateurs conjoncturels



Sources : Banque d'Espagne, Bulletin de statistique; Ministère de l'Industrie, Enquêtes de conjoncture; OCDE, Principaux Indicateurs Économiques.

gnant 13 % du revenu des ménages (y compris les cotisations de sécurité sociale) en 1975 contre 10.4 % au début des années 1970. Au total, le revenu disponible des ménages en termes réels a pratiquement stagné. Aussi, la progression de la consommation privée s'est-elle accompagnée, pour la deuxième année consécutive, d'une baisse du taux d'épargne, et l'on n'a pas assisté en Espagne, comme dans d'autres pays, à une reconstitution des avoirs financiers des ménages.

La demande d'investissement a, pour sa part, enregistré une variation négative. La baisse du taux d'utilisation des capacités de production, la détérioration des perspectives de vente et les incertitudes politiques ont entraîné un recul des inves-

tissements (y compris la variation de stocks)<sup>4</sup> estimé à 4.5 % par l'Institut National de la Statistique. La faiblesse de l'investissement productif est confirmée par l'évolution des importations de biens d'équipement qui ont accusé une baisse, en volume, d'environ 2 %. Par ailleurs, le recul du tourisme, la stagnation du revenu réel des ménages et la forte hausse des prix enregistrée dans ce secteur depuis 1973, ont pesé sur les investissements en construction, qui ont reculé de 2.5 % en volume. Encore le secteur public a-t-il joué un rôle important de soutien de l'activité, puisque les dépenses d'investissement de l'État ont progressé de 20 % en valeur (soit de 5 à 6 % en volume).

Au total, l'évolution de la demande aurait marqué un recul au premier semestre, suivi d'une reprise au second semestre. L'évolution du premier semestre s'explique essentiellement par la chute de la formation brute de capital et, dans une moindre mesure, par la diminution du volume des exportations. La reprise du deuxième semestre aurait été entraînée par le redressement des exportations et par une demande de consommation plus forte que dans la première partie de l'année. En ce qui concerne la formation des stocks, les informations disponibles sont divergentes. D'une part, les enquêtes de conjoncture montrent que le niveau des stocks de produits finis était très supérieur à la normale au premier semestre de 1975 puis s'est quelque peu amenuisé au deuxième semestre. A l'inverse, les importations en volume<sup>5</sup> de matières premières (à l'exclusion des produits pétroliers) et de biens intermédiaires auraient fortement reculé au premier semestre pour retrouver au deuxième le niveau atteint un an auparavant.

### *L'évolution de l'offre*

En ce qui concerne l'offre, l'essentiel des informations disponibles porte sur le secteur industriel. L'indice de la production industrielle montre un profil assez heurté en 1974-75. Après avoir encore très vigoureusement progressé à la fin de 1973 et au début de 1974, l'indice a plafonné au deuxième trimestre puis a fléchi jusqu'au premier trimestre de 1975, où le recul atteignait 11 % par rapport au premier trimestre de 1974. Par la suite, après une évolution assez erratique<sup>6</sup>, l'indice a retrouvé en décembre 1975 le niveau atteint douze mois auparavant et cela pour la première fois depuis un an. Toutefois, les grèves du début de 1976 risquent d'avoir interrompu ce mouvement<sup>7</sup>. En moyenne annuelle, le recul de l'indice a atteint près de 8 % en 1975, contre une progression de 9 % en 1974. Cependant, l'indice surestime vraisemblablement les mouvements, tant à la hausse qu'à la baisse<sup>8</sup> : selon les estimations de source nationale, le recul de la valeur ajoutée dans le secteur industriel serait de l'ordre de 2.5 % seulement. Le recul de l'activité s'est accompagné d'un élargissement, jusqu'au milieu de l'année, des marges inutilisées de capacité de production, qui ont atteint au deuxième trimestre de 1975 22 %<sup>9</sup> de la capacité installée dans l'ensemble de l'industrie. Ce taux est proche de celui atteint lors de la

4 Les résultats pour 1975 publiés par l'INE n'isolent pas les stocks de la formation brute de capital fixe.

5 Les prix de ces catégories de produits ayant beaucoup varié au cours de la période récente, l'estimation en volume est particulièrement sujette à caution.

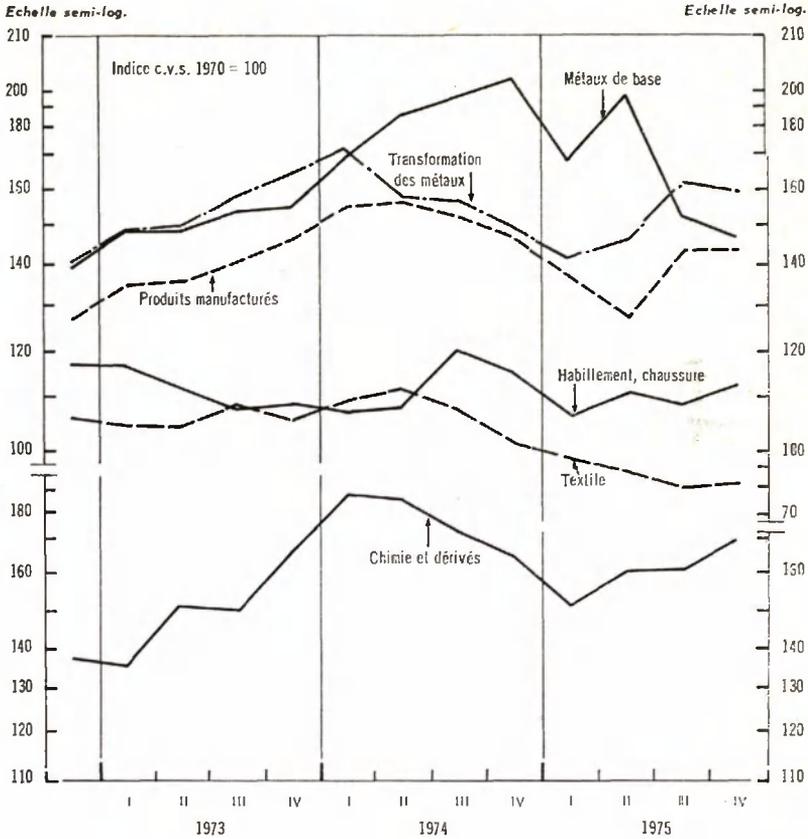
6 Au deuxième trimestre, l'indice a marqué une nette reprise qui s'est avérée de courte durée et pourrait s'expliquer par un ajustement excessif de la production durant les mois précédents au ralentissement de la demande.

7 En deux mois, janvier et février, autant d'heures de travail ont été perdues pour grèves que pendant toute l'année 1975.

8 L'indice a comme base l'année 1962. Les articles représentés couvraient à l'époque environ 70 % du produit intérieur net dans le secteur industriel. Les transformations subies depuis 1962 par l'appareil productif espagnol incitent à penser que la représentativité de l'indice est aujourd'hui assez réduite. Un nouvel indice est d'ailleurs en cours d'élaboration.

9 Jusqu'en 1972, le taux d'utilisation a été en moyenne de l'ordre de 84 %.

Graphique 2 Production industrielle



Source: INE, Supplément au Bulletin mensuel de Statistiques.

récession de 1967-68 mais la capacité installée s'est considérablement élargie depuis cette période à la suite, notamment, de la vague d'investissements des années 1972-73. Au deuxième semestre, le taux d'utilisation s'est progressivement redressé, les carnets de commandes ont enregistré à la fin de l'année une légère amélioration et l'on a assisté à un dégonflement progressif des stocks de produits finis.

Par secteurs, l'évolution est assez hétérogène. Dès le premier semestre de 1974, la production de biens de consommation durables a commencé de fléchir et elle accusait au début de 1975 une baisse de 20 % par rapport au niveau atteint un an auparavant et cela, bien que l'industrie automobile se soit maintenue à un niveau satisfaisant, en partie grâce au développement de ses exportations. Dans ce secteur, le fond de la dépression semble avoir été atteint au premier semestre de 1975 et l'indice marque une reprise sensible dès le deuxième semestre. Par contre, la crise a été plus tardive dans le secteur des biens d'équipement où le retournement semble se situer vers la fin de 1974 et de la métallurgie de base où la production est restée à un haut niveau jusqu'au milieu de 1975. Étant donné la faiblesse de la demande au premier semestre de 1975, cette évolution a entraîné une formation de stocks importante dans ce secteur (notamment de produits sidérurgiques) qui ont été liquidés au deuxième semestre, essentiellement grâce à la reprise des exportations.

Le repli dans la construction n'a commencé qu'au début de 1975, mais s'est

prolongé pendant toute l'année. L'indice de l'« investissement apparent »<sup>10</sup> dans ce secteur a reculé de 8 % pour les onze premiers mois de l'année par rapport à la même période de 1974, celui de la consommation de ciment de plus de 10 %. Toutefois, les indications sur les consommations intermédiaires accusent sans doute de façon excessive l'importance de la crise. Ainsi, alors que, selon l'enquête auprès des chefs d'entreprise, c'est la construction de logements qui serait la plus affectée par la récession, le nombre de logements subventionnés en construction n'a reculé que de 2.5 %. Compte tenu de l'évolution des contrats en 1975, le niveau de l'activité risque de rester déprimé en 1976, malgré les mesures de soutien au logement décidées en novembre de l'année dernière, qui prévoient le financement d'un programme triennal (1976-78) de la construction de logements (logements subventionnés et construction dans les zones géographiques les plus affectées par le chômage) portant sur 100 milliards de pesetas, financé pour moitié par des fonds budgétaires, et pour moitié par le Crédit Officiel et la Banque hypothécaire d'Espagne. Les premiers effets de ce programme semblent se concrétiser, au début 1976, dans une reprise des demandes de crédit.

On ne dispose que de peu d'information sur les autres secteurs productifs. L'année agricole a été moins satisfaisante qu'on ne l'espérait et la production du secteur a, comme en 1974, progressé de 1.5 % seulement, malgré une reprise de la pêche qui avait été très largement affectée en 1974 par le renchérissement du prix du pétrole. La production dans les services a, pour sa part, progressé, selon les estimations de l'INE, de 3 %, soit un taux relativement soutenu, compte tenu du fléchissement du secteur industriel d'une part, de la baisse du tourisme étranger d'autre part. Les ventes dans les grands magasins, qui constituent l'un des rares indicateurs représentatifs de l'activité du secteur de la distribution, n'ont progressé que de 16 % en valeur en 1975 (soit moins vite que la hausse des prix). Néanmoins, la progression de l'emploi dans les services permet de penser que la variation de la production dans ce secteur est restée positive.

### L'emploi

Le fléchissement de l'activité s'est accompagné d'une détérioration du *marché du travail*, dont l'ampleur est difficile à apprécier, compte tenu des disparités de l'appareil statistique espagnol sur l'emploi<sup>11</sup>. Néanmoins, les différents indicateurs montrent que, sur un plan global, le niveau de l'emploi a stagné, en 1974, puis s'est rapidement détérioré au début de 1975, l'arrêt de l'embauche nationale et les difficultés constantes de l'émigration se conjugant pour provoquer une montée rapide du chômage dès le début de 1974. Comme dans d'autres pays, le fléchissement de l'activité s'est toutefois répercuté plus sur la durée du travail que sur l'emploi. Dès le milieu de 1973, on constate dans le secteur industriel une réduction du nombre d'heures travaillées alors que le nombre de salariés continue de progresser. Les chefs d'entreprise ont sans doute alors cherché à rationaliser leurs conditions de production face à l'accélération brutale des salaires<sup>12</sup>. Ce mouvement s'est intensifié à partir de l'été de 1974, avec le retournement de la conjoncture et s'est accompagné d'un recul progressif, mais limité, du nombre de salariés, atteignant en moyenne annuelle  $-0.7\%$ <sup>13</sup> en 1975 par rapport à 1974, le point le plus bas par rapport à

10 Indice établi par le Ministère du Commerce, fondé sur la production de certains matériaux de construction.

11 On dispose essentiellement de trois séries d'indicateurs : l'enquête trimestrielle sur la population active effectuée par l'INE, l'enquête trimestrielle sur les salaires réalisée par celui-ci, les indices mensuels établis par le service statistique des « sindicatos » qui portent sur l'emploi salarié dans l'industrie et le nombre d'heures travaillées par le personnel ouvrier.

12 Il faut rappeler que, pour des raisons institutionnelles, il est difficile de licencier en Espagne.

13 Indice mensuel du service statistique des « sindicatos ». L'enquête « salaires » de l'INE montre une évolution comparable mais avec un recul plus accentué au deuxième trimestre. On ne dispose pas des résultats de l'enquête « salaires » au quatrième trimestre.

la période correspondante de l'année précédente étant enregistré à l'été (-1,5 %). L'enquête sur la population active confirme, pour l'emploi total, le recul du nombre de travailleurs au premier semestre de 1975 par rapport à la même période de 1974 mais montre une reprise dès le second semestre. Le recul accusé par le nombre d'heures travaillées est beaucoup plus important, atteignant près de 8 % en moyenne annuelle en 1975 malgré une reprise au quatrième trimestre. Le secteur de la construction n'a été atteint qu'à la fin de 1974 mais le recul de l'emploi a été beaucoup plus rapide et semble avoir porté, à la différence de l'industrie, autant sur le nombre de salariés que sur la durée du travail : au deuxième trimestre de 1975 le nombre de salariés et le nombre d'heures travaillées étaient inférieurs de 8 % au niveau atteint un an auparavant. A l'été, alors que l'on enregistrerait une moindre dégradation des heures travaillées, l'emploi a accusé un nouveau recul, confirmé par les résultats de l'enquête sur la population active pour le deuxième semestre. Enfin, l'emploi salarié dans les services semble avoir été peu affecté par la conjoncture. Néanmoins, on note, dans l'enquête sur la population active<sup>14</sup>, un tassement de la progression de l'emploi total dans les services.

Tableau 2 Marché du travail

	1974		1975		1976 T I <sup>1</sup>
	S I	S II	S I	S II	
	<i>Milliers<sup>2</sup></i>				
Population active	13 306	13 386	13 328	13 325	13 342
Emploi total	12 948	12 955	12 849	12 732	12 628
Chômage					
— (enquête population active)	358	431	479	593	621
— « chômage estimé »	165	200	289	336	415
Émigration <sup>3</sup>	45.2	5.6	18.4	2.2	
	<i>Variation en % par rapport à la période correspondante de l'année précédente</i>				
Emploi salarié					
— industrie	2.7	0.7	-1.7	-4.1 <sup>5</sup>	
— construction	4.8	6.9	-3.0	-1.9 <sup>5</sup>	
— services	5.4	5.8	8.4	1.8 <sup>5</sup>	
Nombres d'heures travaillées dans l'industrie <sup>4</sup>	-2.0	-5.2	-7.6	-8.1	

1 Estimations provisoires. Les estimations provisoires pour le quatrième trimestre 1975 étaient pour la population active 13 351, dont employés 12 626, chômeurs 610.

2 Moyennes mensuelles sauf pour la ligne « émigration » où le chiffre indique le total du semestre.

3 Vers les pays européens.

4 Indice mensuel.

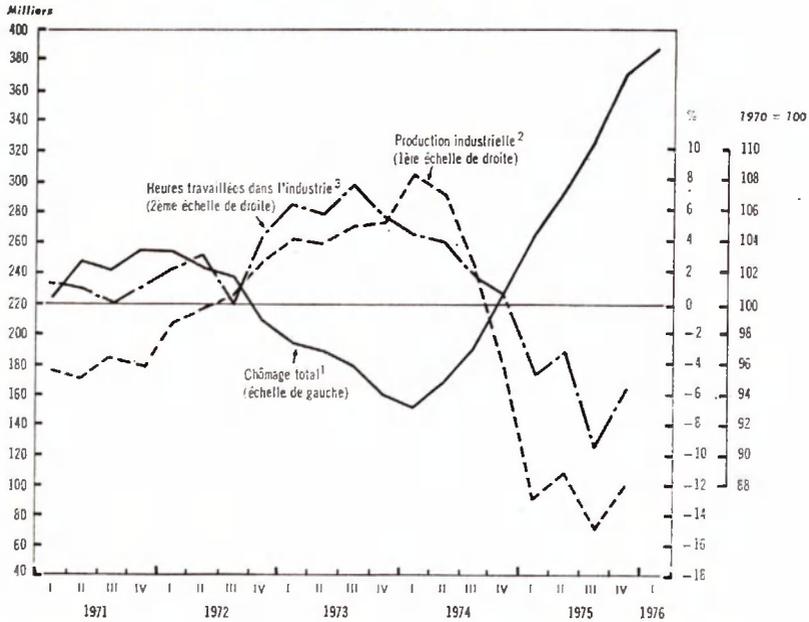
5 Troisième trimestre.

Sources : INE, Enquête population active, Enquête salaires, Bulletin Statistique et informations transmises à l'OCDE; Service statistique des « syndicats », Statistiques de la production industrielle.

Dans le même temps, l'émigration s'est pratiquement arrêtée. Les données disponibles, qui portent sur l'émigration assistée, montrent que le nombre de sorties a atteint à peine plus du tiers de leur niveau de 1974, année qui avait déjà enregistré un net fléchissement. Il est par ailleurs probable que l'on a enregistré des retours importants, en particulier au début de 1975, comme tendrait à le montrer l'évolution

14 L'enquête sur les salaires est peu significative de l'évolution de l'emploi dans les services car elle porte sur un échantillon très limité. Par ailleurs les mouvements erratiques enregistrés en 1975 : forte baisse au deuxième trimestre, reprise au troisième, semblent relever plus de l'aléa statistique que de la réalité économique.

Graphique 3 Emploi et activité



1 Chômage « estimé », corrigé des variations saisonnières.

2 Déviations par rapport à la tendance de l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières sur la période 1961-1975.

3 Indice mensuel, nombre d'heures travaillées dans l'industrie - 1970 = 100.

Sources : Banque d'Espagne, Bulletin de statistique; OCDE, Principaux indicateurs économiques.

des remises des émigrants. 1975 aurait donc enregistré un flux d'entrées nettes en Espagne. Compte tenu de la conjoncture intérieure et dans les principaux pays d'accueil, une progression rapide du chômage était inévitable. En deux ans (janvier 1974-janvier 1976), le *chômage estimé*<sup>15</sup> a augmenté de 160 %, passant de 1.1 % à près de 2.8 % de la population active. Selon l'enquête sur la population active, le chômage atteignait au quatrième trimestre de 1975 environ 610 000 personnes, soit 4.6 % de la population active, tandis que le nombre de travailleurs marginaux (en particulier des travailleurs saisonniers) sans emploi au moment de l'enquête était d'environ 114 000. Encore faut-il signaler que la montée du chômage a probablement été amortie par une diminution, pour la première fois depuis le début des années 60, de la population active<sup>16</sup> qui correspondrait non pas à un retournement des tendances démographiques<sup>17</sup> mais à des sorties du marché du travail devant la difficulté de trouver un emploi.

C'est dans l'industrie et surtout dans la construction que le chômage a le plus fortement augmenté au cours de 1975, la progression dans les douze mois se terminant au quatrième trimestre de 1975 étant, pour le chômage estimé, de 110 % dans l'industrie et 144 % dans la construction. Mais, dans ces deux secteurs, on note une certaine tendance au ralentissement, d'un trimestre sur l'autre, du rythme de progression, qui dépassait cependant encore 40 % en termes annuels au quatrième

15 « *Paro estimado* » estimé par le Ministère du Travail sur la base du nombre de chômeurs inscrits (« *paro registrado* »).

16 -0,8 % selon l'enquête sur la population active.

17 Depuis le début des années 70, le taux de croissance moyen annuel de la population active a dépassé 1 %.

trimestre. Plus encore que les disparités sectorielles, les disparités régionales sont très fortes : le chômage est exceptionnellement important en Andalousie où les taux dépassaient au quatrième trimestre de 1975 10 % de la population active par rapport à une moyenne nationale de 4.6 %.

### Revenus et prix

Si la détérioration de l'emploi s'est répercutée directement sur la masse salariale, elle ne semble pas avoir eu jusqu'ici d'effet très perceptible sur les salaires horaires. La hausse des taux de salaires horaires a atteint son point culminant au début de 1975 (+ 34 % par rapport au premier trimestre de 1974) mais, après s'être ralentie au deuxième trimestre, s'est à nouveau accélérée à l'été pour marquer un nouveau ralentissement au quatrième trimestre. Les taux d'augmentation enregistrés sont nettement supérieurs, non seulement aux normes d'encadrement décidées en avril 1975, mais aussi aux hausses prévues dans les conventions collectives signées au cours de l'année. Seuls, les salaires agricoles ont enregistré une décélération substantielle. Au niveau de la masse salariale, le ralentissement est plus sensible, mais la progression du pouvoir d'achat demeure importante, sauf dans l'agriculture. Cependant, l'enquête « salaires » surestime sans doute l'évolution des revenus salariaux en 1975. En termes de comptabilité nationale, la progression de la masse salariale en 1975 a été de 21.5 % (dégageant une hausse du pouvoir d'achat de 4 %); l'application, de plus en plus fréquente, de hausses égales en montant pour tous, peut expliquer pour partie cette progression plus lente.

Au début de 1976, un nombre important de conventions collectives, qui concernent plus de 1.2 million de salariés, sont en discussion. Ces négociations sont à l'origine d'une vague de grèves d'une ampleur exceptionnelle qui a affecté au cours des deux premiers mois de 1976, alternativement, la plupart des secteurs. On ne dispose pas à l'heure actuelle d'information significative sur le montant des hausses qui seront négociées mais on sait que des conventions signées, concernant 400 000 salariés, ont été soumises à l'approbation de la Commission d'arbitrage des conventions, car elles prévoient des augmentations dépassant les normes autorisées (soit la hausse des prix au cours des douze mois précédents, majorée éventuellement de 3 points).

Tableau 3 Salaires

Pourcentage de variation sur la période correspondante de l'année précédente

	1973	1974	1975 <sup>5</sup>	1974		1975 <sup>5</sup>			
				III	IV	I	II	III	IV
Masse salariale	19.4	27.8	23.6	30.7	27.5	29.0	23.2	25.9	21.0
Gains horaires nominaux	19.7	26.7	30.2	28.7	28.0	34.3	26.7	33.4	28.0
Gains horaires réels <sup>1</sup>	7.4	9.5	11.4	11.7	9.7	13.1	8.1	13.6	11.6
Gains horaires nominaux dans :									
— industrie <sup>2</sup>	19.4	26.0		27.6	28.6	33.8	27.7	34.1	
— construction	20.4	35.3		41.9	29.1	34.7	19.0	30.9	
— services <sup>3</sup>	18.8	23.7		24.0	25.6	38.7	27.3	30.1	
Salaires dans l'agriculture <sup>4</sup>	19.1	32.2	16.7	36.4	31.3	23.7	17.0	13.3	13.9

1 Déflaté par l'indice du coût de la vie.

2 Non compris la construction.

3 Commerce, banque et assurances.

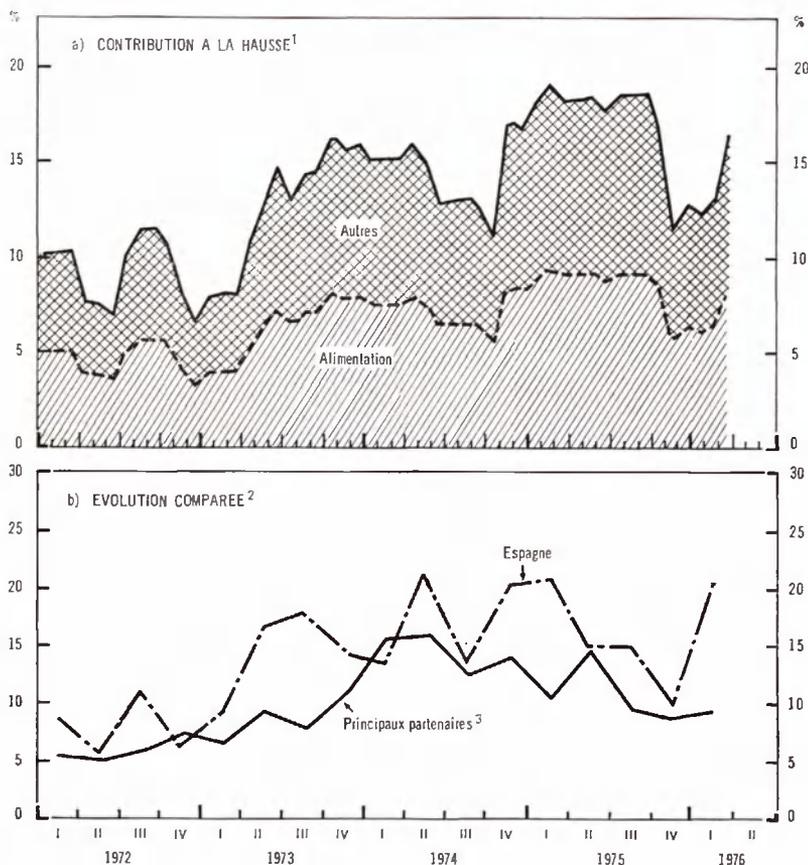
4 Salaire moyen journalier, moyenne non pondérée des salaires des diverses catégories de travailleurs agricoles.

5 Chiffres provisoires.

Sources : INE, Enquête sur les salaires et Ministère de l'Agriculture.

On ne dispose que de peu d'indications sur les *revenus non salariaux*, qui ont dû cependant progresser moins vite que les salaires, la part de ceux-ci dans le PNB étant passée de 56.6 % en 1974 à 58.5 % en 1975<sup>18</sup>. En termes de comptabilité nationale, les revenus de la propriété et de l'entreprise n'ont progressé que de 12 %, sans que l'on puisse faire le partage entre le revenu des entrepreneurs individuels et les revenus du capital. On peut cependant penser, d'après l'évolution comparée des prix de gros payés aux agriculteurs et versés par ceux-ci, que la détérioration des revenus agricoles s'est arrêtée en 1975. Néanmoins, la progression du pouvoir d'achat des agriculteurs a sans doute été modérée. En ce qui concerne le secteur industriel, on a sans doute assisté en 1975 à une augmentation très rapide des coûts unitaires de travail (de l'ordre de 25 à 30 %) <sup>19</sup> qui n'a probablement pas été com-

Graphique 4 Prix à la consommation



1 Mois sur mois correspondant de l'année précédente.

2 En taux annuel, trimestre sur trimestre précédent.

3 Moyenne de l'indice des prix à la consommation des pays suivants, pondérée par leur poids dans les exportations en 1975 : France 29.8 %, Allemagne 23.3 %, États-Unis 22.9 %, Royaume-Uni 16.6 %, Italie 7.4 %.

Sources : INE, Bulletin mensuel; OCDE, Principaux indicateurs économiques.

18 On ne peut pas, pour 1975, corriger ce ratio du phénomène de salarisation mais, dans le passé récent, l'augmentation du nombre de salariés dans l'emploi total n'a jamais dépassé 1.5 %.

19 L'appréciation de la productivité dans l'industrie est sensiblement différente selon que l'on prend d'une part l'indice de la production industrielle ou la valeur ajoutée dans l'industrie, d'autre part l'un ou l'autre des indicateurs concernant l'emploi.

pensée par la modération relative des prix des matières premières. Dans le même temps, la hausse des prix de gros des produits industriels s'est ralentie. Il est donc très vraisemblable que les entrepreneurs ont dû, face à une demande très faible, comprimer leurs marges. Le mouvement pourrait avoir été particulièrement net pour les produits exportés, dont les valeurs moyennes ont progressé moins vite que l'indice des prix de gros intérieurs et expliquer la bonne performance enregistrée à l'exportation dans des secteurs pourtant très affectés par la crise, comme l'acier ou le ciment.

Ce n'est qu'à partir du début de 1975 que l'Espagne a enregistré une décélération sensible des prix. A la fin de 1975, ce ralentissement a ramené l'écart entre la hausse des prix en Espagne et chez ses principaux partenaires commerciaux, au niveau enregistré en moyenne période (de l'ordre de 2 %). Cet écart s'était fortement resserré au début de 1974 lorsque les autorités avaient absorbé, par des détaxations, les effets de la crise du pétrole, puis s'était élargi dans la deuxième partie de l'année. Ce sont essentiellement les prix des produits industriels qui ont enregistré un freinage, les prix des produits alimentaires progressant à un rythme pratiquement inchangé en 1974 et 1975, aussi bien au niveau des prix de gros qu'au stade du détail. La progression des prix de gros des produits industriels a été réduite de moitié entre 1974 et 1975, passant d'un rythme annuel de plus de 20 % entre la fin de 1973 et la fin de 1974 à 8.5 % dans les douze mois suivants<sup>20</sup>. Toutefois, au cours du premier trimestre de 1976 l'indice a enregistré une nouvelle accélération. L'évolution des prix à la consommation des produits non alimentaires est allée dans le même sens, mais le ralentissement a été de moindre ampleur. Du quatrième trimestre de 1974 au quatrième trimestre 1975, la hausse a été ramenée à moins de 16 % contre 18.5 % dans les douze mois précédents. Mais dès le premier trimestre de 1976, les prix enregistrent une nouvelle accélération entraînée par le renchérissement des produits importés après la dépréciation de la peseta et peut-être par une reconstitution des marges des entrepreneurs favorisée par la reprise de la demande. Au total, en moyenne annuelle, les prix de gros ont progressé nettement moins vite en 1975 qu'en 1974, alors que l'indice des prix de détail a enregistré une légère accélération.

Tableau 4 Prix

Pourcentage de variation sur la période correspondante de l'année précédente

	1973	1974	1975	1974 IV	1975				1976 I
					I	II	III	IV	
Prix de gros	10.3	18.0	12.6	17.4	14.5	11.8	12.9	11.4	14.4
dont:									
produits alimentaires	10.4	12.8	13.9	14.0	13.4	13.4	16.5	12.4	15.9
énergie	4.3	33.3	23.8	40.5	38.3	21.4	18.8	19.5	
matières premières	6.8	24.0	14.4	21.1	15.0	13.1	13.4	16.3	
produits industriels	8.6	24.2	9.5	20.2	15.2	7.9	7.0	8.3	9.2
Prix perçus par les agriculteurs	11.6	9.1	15.5	12.0	14.0	13.5	20.1	14.8	
Prix à la consommation	11.5	15.7	17.0	16.7	18.7	17.2	17.5	14.7	14.6
dont:									
produits alimentaires	12.6	14.3	17.1	14.8	18.4	18.0	18.6	13.6	13.9

Sources: INE, Bulletin mensuel de statistiques.

<sup>20</sup> Pour les différents indices de prix, on a retenu les séries corrigées des variations saisonnières établies par la Banque d'Espagne sur les données non corrigées publiées par l'INE.

Parallèlement, les prix implicites à la consommation des ménages ont progressé plus vite en 1975 qu'en 1974, tandis que les autres composantes de la demande finale (et en particulier la formation brute de capital) ont enregistré un mouvement inverse.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce ralentissement des prix des produits industriels. Tout d'abord, les prix des produits importés (à l'exclusion du pétrole) ont enregistré un net freinage en 1975 (9 % en moyenne annuelle contre 29 % en 1974). Par ailleurs, la faiblesse de la demande a vraisemblablement conduit les chefs d'entreprise à comprimer leurs marges tandis que la rationalisation des conditions de production a sans doute permis de limiter l'incidence des hausses de salaires : dans la deuxième partie de l'année, la baisse du nombre d'heures travaillées (par rapport à la période correspondante de l'année précédente) a dépassé sensiblement le recul de la production. On aurait donc assisté, malgré la récession, à une légère augmentation, en moyenne annuelle, de la productivité, très inférieure toutefois à celle des années précédentes.

## II LA BALANCE DES PAIEMENTS

### *Balance des opérations courantes*

En 1975, les importations de marchandises ont reflété la stagnation de la production. Leur progression de 4.9 % en valeur<sup>21</sup> représente une chute en volume<sup>22</sup> de l'ordre de 3 %, assez proche de la diminution de la valeur ajoutée dans l'industrie (environ 2.5 %). Si l'on exclut les produits énergétiques<sup>23</sup>, la progression en valeur des importations a été un peu plus faible (4.3 %). Bien qu'il soit difficile d'avoir une idée précise de l'évolution des importations en volume pendant l'année, les données disponibles suggèrent une diminution régulière au cours des trois premiers trimestres de 1975 et une reprise au quatrième qui s'est poursuivie dans les premiers mois de 1976. Par groupes de produits, ce sont les importations agricoles qui ont le plus progressé<sup>24</sup>, suivies des biens d'équipement. Quant aux importations de matières premières et de produits intermédiaires, elles ont reculé d'environ 4 % en valeur, ce qui pourrait impliquer une chute de l'ordre de 8 % en volume, le recul ayant été particulièrement sensible au premier trimestre de 1975. Enfin, les importations en volume de combustibles minéraux (essentiellement de pétrole brut) ont accusé une diminution de l'ordre de 5 %.

Les exportations de marchandises en valeur<sup>25</sup> ont progressé de 8.2 %. Compte tenu de l'évolution des prix, cette progression en valeur implique une croissance en volume pratiquement nulle. Si l'on exclut les exportations agricoles (qui ont légèrement reculé en valeur) et celles des produits pétroliers (qui se sont réduites de moitié), la progression en valeur des exportations est d'environ 17 % ce qui, compte tenu d'une hausse des prix de l'ordre de 11 %, implique une croissance en volume de l'ordre de 5.5 %. Cette évolution est d'autant plus remarquable que les marchés

21 En pesetas, chiffres douaniers.

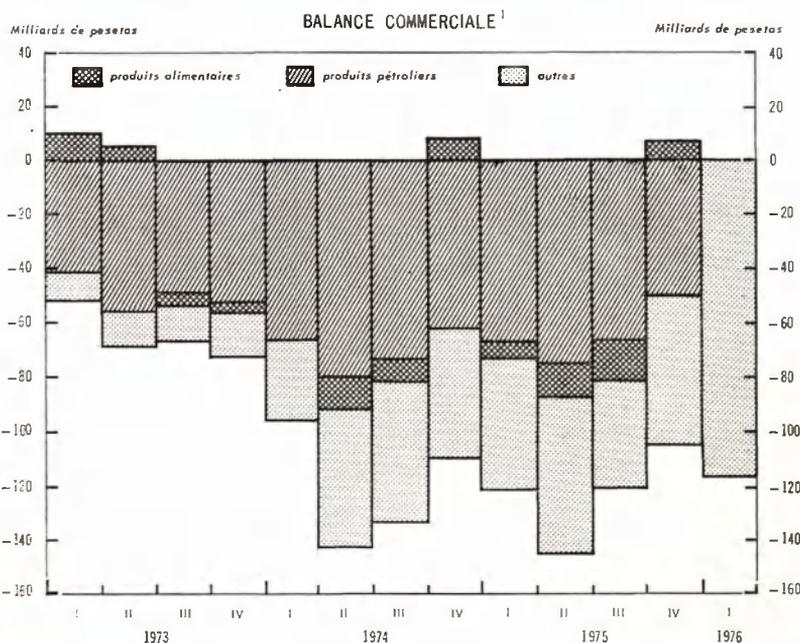
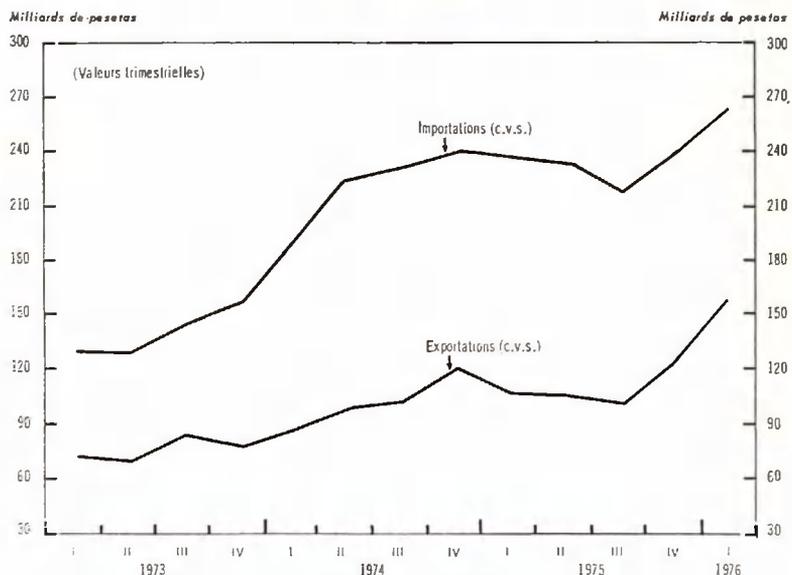
22 On peut tabler sur une progression des prix à l'importation de l'ordre de 8 % en 1975.

23 Les importations en valeur des produits énergétiques ont progressé de 6.5 % en 1975. Cette progression est due au fait de l'incidence tardive sur les importations en 1974 de la hausse du prix du pétrole. Si l'on prend les trois derniers trimestres de 1975 par rapport à la période correspondante de 1974, on enregistre une diminution en valeur de 4.6 %.

24 Environ 16 % en valeur. Cette progression est en partie due à des achats massifs de sucre.

25 En pesetas, fob.

**Graphique 5 Commerce extérieur**  
Données douanières



1 Non corrigée des variations saisonnières.

Sources : OCDE, Principaux indicateurs économiques; Ministère du Commerce.

espagnols à l'exportation ont subi un recul de l'ordre de 4 % en 1975. Des gains de parts de marché très substantiels ont donc été enregistrés dans une période de très faible pression de la demande intérieure. Les postes les plus dynamiques ont été les produits métallurgiques et le matériel de transport, avec des progressions en valeur de l'ordre de 50 %. Les exportations de chaussures ont, quant à elles, progressé

d'environ 22 %<sup>26</sup>. Les raisons qui expliquent cette percée des exportations sont assez diverses. D'un côté, les exportateurs espagnols semblent avoir consenti des efforts sur leurs prix de vente qui ont progressé moins vite que les prix de gros internes. D'autre part, les exportations espagnoles ont été assez sensibles, dans le passé, à la pression de la demande interne<sup>27</sup>, qui a été particulièrement faible en 1975. Enfin, il est vraisemblable que la structure de la demande a relativement favorisé les produits espagnols, dans la mesure où la crise économique a pu entraîner dans certains pays un glissement de la demande vers des produits relativement bon marché<sup>28</sup>, du type de ceux fabriqués par l'Espagne. En cours d'année, les exportations ont répercuté le recul du commerce mondial au premier semestre et ont marqué ensuite une vigoureuse reprise, liée vraisemblablement à la reconstitution des stocks dans les pays européens. Par zones géographiques, ce sont les exportations vers les pays de l'OPEP qui ont le plus progressé, sans toutefois atteindre le taux d'expansion de ces marchés. La chute des exportations vers les États-Unis, jointe à une progression de 7.8 % des importations en provenance de ce pays, a provoqué une forte détérioration du déficit commercial (caf/fob) de l'Espagne vis-à-vis des États-Unis, qui a atteint 1.7 milliard de dollars, soit environ 21 % du déficit commercial espagnol et environ 16 % de l'excédent commercial des États-Unis en 1975.

Tableau 5 Distribution géographique du commerce extérieur

	Exportations				Importations			
	1975 <sup>1</sup>	%	Variation par rapport à l'année précédente <sup>2</sup>		1975 <sup>1</sup>	%	Variation par rapport à l'année précédente <sup>2</sup>	
			1974 %	1975 %			1974 %	1975 %
CEE	197.0	44.6	33.6	1.8	323.6	34.7	32.6	1.3
Reste de l'Europe <sup>3</sup>	44.7	10.1	40.3	5.4	64.4	6.9	34.3	4.4
États-Unis	46.3	10.5	14.3	-3.3	148.1	15.9	51.7	7.8
Reste de l'Amérique	49.8	11.3	30.8	26.4	87.8	9.4	45.1	17.8
Moyen-Orient	32.5	7.4	47.8	49.7	178.3	19.1	222.2	-3.4
Reste du monde	71.1	16.1	54.2	12.8	130.4	14.0	47.2	17.4
Total	441.4	100.0	34.8	8.2	932.6	100.0	58.3	4.9

1 Milliards de pesetas, base douanes.

2 Aux prix courants.

3 A l'exclusion des pays socialistes.

Source: Ministère du Commerce.

Le déficit commercial (fob/fob, selon les définitions de la balance des paiements) a été de 7.3 milliards de dollars en 1975 au lieu de 7.0 milliards en 1974. La détérioration provient essentiellement de l'application retardée des hausses du prix du pétrole (et cela malgré le recul des importations) et du solde agricole, dont le déficit a été de l'ordre d'un milliard de dollars. Si l'on exclut ces deux postes, l'amélioration du déficit commercial d'une année à l'autre a été assez modeste et cela malgré la forte décélération de l'activité et les gains de parts de marchés obtenus à l'exportation.

26 En 1975, les exportations de produits métallurgiques ont représenté 9 % du total des exportations, celles de matériel de transport 7.3 % et celles en chaussures 5.8 %. En tout, ces trois postes représentent environ 22 % des exportations de marchandises.

27 Cf. Étude économique sur l'Espagne 1975, pages 15 et suivantes.

28 C'est le cas des automobiles. L'Espagne produit essentiellement des voitures de faible cylindrée, dont les ventes ont été soutenues en 1975.

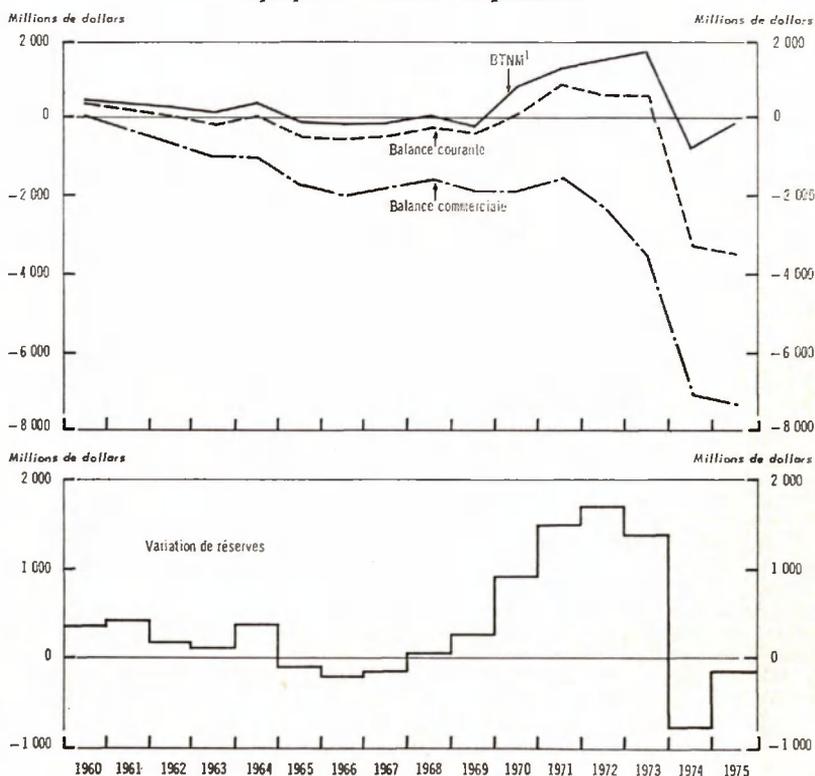
Tableau 6 Balance des paiements  
En millions de dollars

	1973	1974	1975
Exportations fob	5 367	7 241	7 789
Importations fob	8 912	14 287	15 067
Balance commerciale	-3 545	-7 046	-7 278
Invisibles	4 103	3 778	3 801
<i>dont</i> : Tourisme, net	2 878	2 865	3 095
Transferts, net	1 421	1 168	1 164
Balance courante	558	-3 268	-3 477
Capitaux à long terme	768	1 737	1 846
Privés	814	1 684	1 814
Publics	-46	53	32
Balance de base	1 326	-1 531	-1 631
Capitaux à court et moyen terme, erreurs et omissions	436	766	909
Balance des transactions non-monétaires	1 762	-765	-722
Variation de la position de la Banque	-46	70	2
Crédit FMI <sup>1</sup>	—	—	581
Variation des réserves (diminution —)	1 716	-695	-139

1 Tirages au titre de l'« oil facility ». Dans la présentation espagnole, ces opérations sont comptabilisées comme entrées de capitaux à long terme.

Sources: Ministère du Commerce et Banque d'Espagne.

Graphique 6 Balance des paiements



1 Balance des transactions non monétaires.

Source: Secrétariat de l'OCDE.

L'évolution des invisibles en 1975 a été très proche de celle observée en 1974, dégageant un solde net positif d'environ 3.8 milliards de dollars<sup>29</sup>. Les recettes touristiques ont progressé d'environ 9 % en pesetas ce qui, compte tenu de l'évolution des prix, implique un recul en volume. La faible diminution des entrées de touristes (environ 1 %) s'est vraisemblablement accompagnée d'une réduction de la durée moyenne des séjours<sup>30</sup>. Par ailleurs, le déficit de la balance de frêt s'est considérablement réduit mais cette amélioration a été plus que compensée par la charge du service des dettes contractées en 1974 et 1975. Le revenu des investissements est ainsi passé d'un excédent d'environ 100 millions de dollars en 1974 à un déficit d'environ 200 millions de dollars en 1975. En ce qui concerne les transferts des émigrants, ils ont légèrement diminué par rapport à 1974. Le recul a été assez marqué au troisième et surtout au quatrième trimestre de l'année. Le retour des émigrants au début de l'année a probablement gonflé les transferts dans la mesure où les émigrants qui retournaient en Espagne ont rapatrié leur épargne. Par contre, les incertitudes politiques de la fin de 1975 ont vraisemblablement ralenti les envois de fonds. Pour l'ensemble de l'année, le déficit des opérations courantes a été de 3.5 milliards de dollars, soit environ 3.4 % du PIB.

### *Mouvements de capitaux*

Ce déficit a été essentiellement financé par des entrées de capitaux à long et à court terme, les réserves de devises ayant peu varié. Les entrées de capitaux à long terme ont été du même ordre qu'en 1974<sup>31</sup>. Cette évolution est largement due à la politique suivie par les autorités, visant à inciter les entreprises publiques à s'endetter à l'extérieur. Les investissements des non résidents ont considérablement diminué, aussi bien les investissements directs que ceux de portefeuille et en immeubles. Toutefois, les diminutions des achats de titres par des non résidents ont été plus que compensées par une forte réduction des ventes de titres de sorte que le solde net s'est amélioré. Au total, les entrées nettes de capital au titre des investissements directs ont été d'environ 430 millions de dollars en 1975. Comme en 1974, les emprunts à long terme contractés par les entreprises espagnoles à l'étranger ont beaucoup progressé. Les entrées brutes de capital à ce titre sont passées de 1.3 milliard de dollars en 1974 à 1.8 milliard en 1975. Une partie de ces entrées correspond aux emprunts contractés par des entreprises publiques (notamment des entreprises de l'INI, dont les émissions d'actions sur le marché intérieur de titres ont été très limitées en 1975), et peuvent être qualifiées à ce titre de « financement compensatoire »<sup>32</sup>. Mais en partie aussi, ces entrées découlent de l'effort réalisé par des entreprises privées pour se financer à l'extérieur, attitude que les autorités ont accepté avec plus de tolérance que par le passé. Au total, le déficit de la balance de base (environ 1.6 milliard de dollars) s'est quelque peu élargi par rapport à 1974.

Les entrées nettes de capital à court et à moyen terme<sup>33</sup> ont été du même ordre

29 Sur la base des importations fob, définition de la balance des paiements.

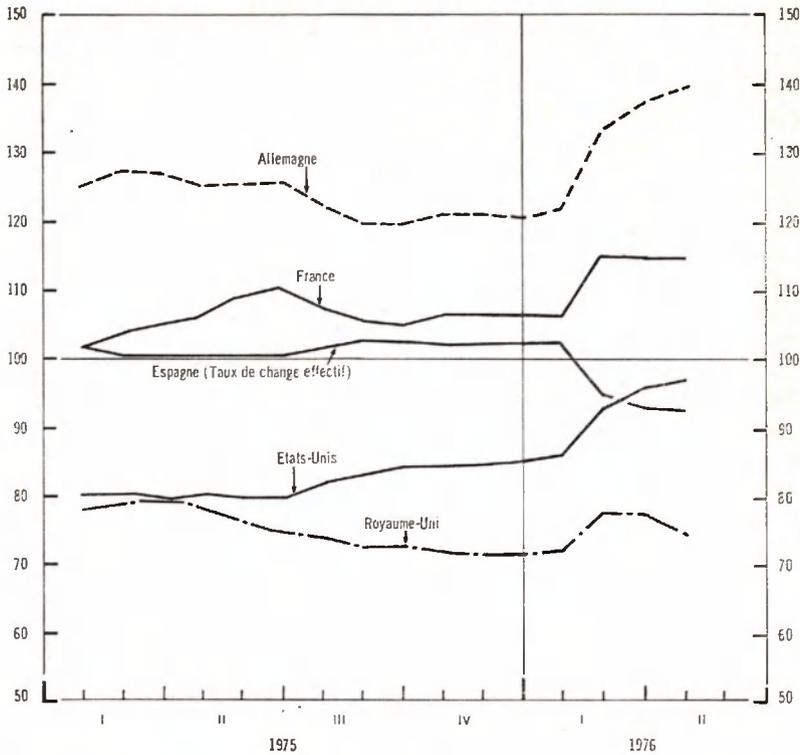
30 Au cours du mois de juillet-août, les dépenses moyennes par touriste en dollars n'ont progressé en 1975 que d'environ 4 % au lieu de 9 % pour l'ensemble de l'année. Il est donc probable que les touristes à revenu faible — qui viennent en général en Espagne pendant les mois d'été — ont réduit la durée de leur séjour. Le montant absolu des dépenses en dollars par touriste a été en 1975 d'environ 116 dollars alors que les dépenses moyennes par touriste en juillet-août n'ont été que de 76 dollars.

31 D'après la présentation espagnole, les entrées nettes de capitaux à long terme ont été nettement plus importantes en 1975 qu'en 1974. Ceci provient de la comptabilisation des tirages sur le FMI au titre de l'« oil facility » dans la rubrique des capitaux à long terme. Dans le schéma OCDE-FMI ces tirages sont comptabilisés « en dessous de la ligne ».

32 Dans la mesure où les entreprises sont incitées par les autorités à emprunter à l'extérieur des capitaux qu'elles auraient pu trouver à l'intérieur. Mais il est difficile d'établir une ligne nette entre les demandes « autonomes » de fonds à l'extérieur et celles « induites » par les autorités.

33 Les statistiques espagnoles ne permettent pas de les dissocier.

Graphique 7 Marché des changes



1 Évolution du taux de change effectif de l'Espagne et de certaines parités bilatérales avec la peseta.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

qu'en 1974. Les crédits commerciaux se sont soldés par des entrées nettes de capital de l'ordre de 350 millions de dollars alors que, en 1974, ils avaient été proches de l'équilibre. Par contre, les opérations non commerciales ont donné lieu à des entrées nettes de capital de l'ordre de 400 millions de dollars au lieu de 850 millions en 1974. Cette évolution est due, pour une large part, au remboursement par les agents résidents des emprunts contractés en 1974 par l'intermédiaire des banques. Compte tenu des différents tirages sur le FMI (notamment de la mobilisation de « l'oil facility »)<sup>34</sup> la variation des réserves de change est restée assez limitée. Le montant total des réserves était de 5.8 milliards de dollars à la fin de 1975 contre 5.9 milliards un an plus tôt.

Le taux de change effectif de la peseta, qui s'était maintenu stable au cours de la première partie de 1975, a remonté au cours du deuxième semestre, avec toutefois une légère tendance à la dépréciation en fin d'année. Par rapport au dollar, le taux de change de la peseta s'est maintenu au premier semestre de 1975 mais, au deuxième semestre, la peseta n'a pas suivi le dollar à la hausse<sup>35</sup>. Le 9 février 1976, la Banque d'Espagne a annoncé que ses limites d'intervention seraient désormais 66.60 et 66.54 pesetas/dollar, ce qui équivaut à une dévalorisation d'environ 13 % par rapport

34 581 millions de dollars en 1975.

35 En décembre 1975, le taux de change de la peseta contre le dollar était inférieur d'environ 5 % à celui de décembre 1974.

à la parité du 16 février 1973 (date à laquelle la peseta avait commencé à flotter) et d'environ 10 % par rapport à la cotation moyenne du mois de janvier 1976. Les circonstances conjoncturelles n'ont sans doute pas joué un rôle déterminant dans cette décision, dans la mesure où le déficit courant (cvs) s'était amélioré au cours de la deuxième partie de 1975 et dans la mesure aussi où le dénouement des « leads and lags » s'était soldé par des entrées de capitaux au cours de la même période. C'est dans un contexte plus large qu'il convient de placer la dépréciation de la peseta. D'un côté, la persistance et l'ampleur du déficit commercial en 1975 posaient un problème quant aux possibilités réelles d'équilibrer la balance des opérations courantes dans un délai de temps raisonnable. Il est vrai que, conjoncturellement, la pression de la demande est restée plus intense, en termes relatifs, en Espagne que dans les principaux pays concurrents. Mais il est vrai aussi, que la forte décélération de l'activité de 1974 à 1975 ne s'est traduite, en ce qui concerne le déficit courant, que par une amélioration relative assez modeste, celui-ci passant d'environ 3.8 % du PIB en 1974 à 3.4 % en 1975. De plus, on a assisté en 1975 à des gains de parts de marché à l'exportation tout à fait considérables et, vraisemblablement, à des mouvements de déstockage qui ont accentué le recul des importations. Mais il s'agissait là de facteurs en partie provisoires, et, de toute évidence, des causes structurelles profondes de déséquilibre subsistaient : la position relativement solide de la peseta sur les marchés des changes ne reflétait donc vraisemblablement pas les tendances sous-jacentes de la position extérieure.

### III LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

#### *Caractéristiques générales de la politique économique dans la phase actuelle du cycle*

Pour analyser l'évolution de la politique économique en 1975, il faut tout d'abord se référer à la situation conjoncturelle en 1974, et au dispositif établi par les autorités pour faire face aux conséquences de la crise pétrolière. Afin de protéger l'activité intérieure, les autorités avaient pris, en mars 1974, une série de mesures<sup>36</sup>, dont les principales visaient à faire absorber en partie par le secteur public l'incidence déflationniste que pourrait avoir, sur le niveau de l'activité, l'augmentation des prix du pétrole. Cette stratégie avait entraîné l'apparition d'un déficit de caisse de l'État de l'ordre de 16 milliards de pesetas en 1974 (soit 0.3 % environ du PNB), déficit qui faisait suite à une situation d'équilibre en 1973. L'incidence expansionniste des opérations de l'administration, assez modérée, s'est surtout exercée dans la deuxième moitié de 1974, soit à un moment où la demande intérieure privée marquait une décélération. De son côté, la politique monétaire visait à accompagner le ralentissement spontané de l'activité mais sans exercer un effet restrictif additionnel sur la demande: d'où la fixation de normes de croissance de la masse monétaire reflétant sensiblement l'évolution attendue du PIB en valeur.

Cette politique avait à la fois une justification et un coût. La justification résidait dans la crainte d'assister à une nette détérioration du marché du travail : en effet, au chômage entraîné par la décélération de l'activité intérieure viendrait inévitablement s'ajouter le retour des travailleurs émigrés, en provenance des pays européens frappés par la crise (Allemagne, France, Suisse). Le coût — accepté — était l'existence d'un déficit assez élevé des opérations courantes, de l'ordre de 3 milliards de

dollars en 1974, soit environ 3.8 % du PIB, déficit qui reflétait à la fois la brusque détérioration des termes de l'échange (⅓ du déficit était dus à l'accroissement des prix du pétrole) et la position cyclique relative de l'économie espagnole (croissance en volume de 5 % en 1974, contre une quasi-stagnation pour l'ensemble de la Zone OCDE). Cependant, en 1974 du moins, la détérioration de la balance des opérations courantes restait supportable : l'existence d'un niveau très élevé de réserves de change à la fin de 1973 (un peu moins de 7 milliards de dollars, soit environ 8 mois d'importation) permettait de financer un déficit courant transitoire et cela d'autant plus qu'on pouvait s'attendre à des entrées de capital à long terme de l'ordre de 1 milliard de dollars. Toutefois, étant donné la composante structurelle importante du déficit (la détérioration des termes de l'échange n'étant pas de nature temporaire) la stratégie adoptée ne pouvait être maintenue que si la crise était de courte durée.

L'aggravation de la récession mondiale au premier semestre de 1975 a modifié les données du problème. La performance relative des prix espagnols s'est détériorée, compte tenu de la forte poussée des prix et des coûts intérieurs. Par ailleurs, le retour — sans doute plus massif que prévu — des émigrants, menaçait l'un des postes les plus excédentaires de la balance des opérations courantes. Devant l'accentuation de l'inflation intérieure, et l'aggravation du déficit extérieur, un ajustement de la politique économique devenait inévitable : celle-ci est donc devenue restrictive depuis avril 1975. Mais ce caractère restrictif est demeuré modéré (ainsi, les normes de croissance de la masse monétaire ont été seulement resserées de un à deux points) et surtout sélectif (les autorités souhaitant freiner la croissance de la consommation privée par un alourdissement de la fiscalité et une modération des salaires, tout en tentant de préserver la croissance des investissements). Cette nouvelle orientation de la politique économique a probablement contribué au ralentissement de la hausse des prix constatée au cours de la deuxième moitié de 1975, et cela, sans casser trop fortement l'expansion : alors que, au cours de la période 1962-1973, la croissance économique de l'Espagne avait été de 7.4 % par an contre 6.1 % pour l'ensemble de la Zone OCDE, en 1974-1975 la croissance du PIB en Espagne a été de 2.9 % en moyenne annuelle au lieu d'une légère diminution pour l'ensemble de la zone OCDE.

### *Politique budgétaire*

Le budget de l'État pour 1975 avait été conçu pour exercer des effets légèrement expansionnistes sur l'activité. Il se caractérisait par la priorité accordée aux dépenses sociales dont le taux de progression dépassait largement celui des dépenses totales ; par le doublement du Fonds d'action conjoncturelle (20 milliards de pesetas au lieu de 10 milliards en 1974) ; enfin, par la progression rapide des transferts aux organismes officiels de crédit (65 milliards de pesetas au lieu de 46 milliards de réalisation en 1974). Toutefois, devant l'aggravation des tensions inflationnistes internes, et la persistance de la crise économique à l'extérieur, les autorités ont décidé en avril 1975 un infléchissement de la politique budgétaire dans un sens plus restrictif. L'impôt sur les bénéfices des sociétés a été réaménagé (et alourdi), une surtaxe transitoire de 10 % sur l'impôt sur le revenu du capital a été décidée (prolongée plus tard jusqu'en décembre 1976) ainsi qu'une taxe de 15 % sur les intérêts versés par les banques et les caisses d'épargne. Ces mesures devaient procurer à l'État environ 35 milliards de pesetas de recettes supplémentaires en année pleine (soit environ 0.6 % du PNB). Parallèlement, dans le but de protéger l'activité, des mesures de dégrèvement partiel des investissements ont été adoptées à la même date et amplifiées en novembre 1975.

Les résultats budgétaires de 1975 portent la marque de ces mesures. Les impôts directs ont progressé, pour l'ensemble de l'année, à un rythme semblable à celui de 1974, nettement plus élevé que la progression en valeur du PIB. L'impôt sur le revenu du travail personnel, à la suite de l'élévation du minimum imposable en

Tableau 7a Administration centrale.  
Comptes budgétaires et opérations du Trésor

	Milliards de pesetas			Variation en pourcentage	
	1973	1974	1975	74/73	75/74
I Opérations budgétaires					
1 Recettes <sup>1</sup>	477.7	562.9	678.2	17.8	20.5
1.1 Impôts directs	147.5	191.3	246.4	29.7	28.8
1.2 Impôts indirects	274.8	286.8	327.0	4.4	14.0
1.3 Autres recettes	55.4	84.8	104.8	53.1	23.6
2 Dépenses <sup>1</sup>	483.4	575.8	680.0	19.1	18.1
3 Solde des opérations budgétaires	-5.7	-12.9	-1.8		
II Opérations extra-budgétaires					
4 Recettes	16.4	24.1	24.7	47.0	2.4
4.1 Budget annexe	9.6	15.6	14.9		
4.2 Collectivités locales	6.8	8.5	9.8		
5 Dépenses	28.8	36.2	40.1	25.7	10.8
5.1 Budget annexe	7.5	16.8	14.8		
5.2 « Seccion Apendice »	8.7	10.6	14.5		
5.3 Collectivités locales	12.6	8.8	10.7		
6 Autres recettes (+) et autres dépenses (-)	18.2	9.1	7.4		
7 Solde des opérations extra-budgétaires	5.7	-3.0	-8.0		
III Solde total	—	-15.9	-9.8		
IV Emprunts (+) et prêts (-)					
8 Banque d'Espagne <sup>2</sup>	-7.3	43.7	60.3		
9 Pièces de monnaie émises par le Trésor	—	-12.0	-7.9		
10 Variations d'actifs financiers	5.0	—	—		
11 Emprunts à l'extérieur	1.2	6.3	2.8		
12 Titres du Trésor (« cedulas »)	12.1	23.9	51.8		
13 Moins transferts aux établissements officiels de crédit	-25.6	-46.1	-97.3		

1 A l'exclusion des opérations financières.

2 A l'exclusion des organismes autonomes.

Source: Ministère des Finances.

janvier 1975, a moins progressé qu'en 1974<sup>37</sup>. Il représente actuellement environ 38 % des recettes directes<sup>38</sup>. Par contre, l'impôt sur le revenu du capital a fortement progressé, à la suite de la taxation des intérêts versés par les banques et les caisses d'épargne. Quant aux impôts indirects, leur progression a été affectée par le faible niveau de l'activité. Les comparaisons avec 1974 sont faussées par le dégrèvement des produits pétroliers intervenu cette année-là et qui a été à l'origine de la très faible progression des impôts indirects (environ 4 %). L'impôt sur le chiffre d'affaires des entreprises, le plus important des impôts indirects<sup>39</sup>, n'a pratiquement pas progressé et le taux de croissance de l'impôt sur les transmissions s'est réduit de moitié par rapport à 1974. Par contre, la taxe sur les produits de luxe et la taxe sur les importations<sup>40</sup> ont assez vivement progressé. Au total, l'ensemble des recettes fiscales s'est accru d'environ 20 % en 1975 au lieu de 18 % en 1974. Quant aux dépenses<sup>41</sup>, elles ont moins progressé qu'en 1974 (20 % au lieu de 23 %). Le ralentissement provient

37 33 % au lieu de 43 %. Le minimum exempté est passé de 100 000 à 140 000 pesetas de revenu par an.

38 Soit environ 16 % des recettes fiscales totales au lieu de 12 % en 1973.

39 Il représente environ 14 % de l'ensemble des recettes fiscales.

40 Environ 23 % des recettes.

41 En termes de caisse.

Tableau 7b Administration centrale.  
Recettes et dépenses budgétaires. Prévisions initiales

	1974	1975	1976	1975/ 1974	1976/ 1975
	En milliards de pesetas			Variation en pourcentage	
<i>Recettes :</i>					
Impôts directs	172.9	219.3	287.5	26.8	31.1
Impôts indirects	311.2	355.0	394.7	14.1	11.2
Total des impôts	484.1	574.3	682.2	18.6	18.8
Autres recettes	65.3	79.1	100.2	21.1	26.7
Total des recettes	549.4	653.4	782.4	18.9	19.7
<i>Dépenses :</i>					
Traitements et salaires	217.0	277.2	343.4	27.7	23.9
Achats de biens et services	36.6	43.1	49.7	17.8	15.3
Subventions et transferts	125.5	145.8	183.4	16.2	25.8
Intérêts de la dette publique	8.6	9.2	8.5	7.0	-7.6
Total des dépenses courantes	387.6	475.3	585.0	22.6	23.1
Investissements directs	70.6	81.3	87.4	15.2	7.5
Transferts en capital	80.5	86.1	93.9	7.0	9.1
Total des dépenses en capital	151.1	167.4	181.3	10.8	8.3
Total des dépenses	538.7	642.7	766.3	19.3	19.2
<i>Solde</i>	+10.7	+10.7	+16.1		

Source: Ministère des Finances.

surtout des transferts en capital, qui ont vu leur taux de progression passer de 32 % en 1974 à 12 % en 1975.

Les opérations de l'État semblent avoir exercé une incidence restrictive sur l'activité au cours de la deuxième partie de 1975. La progression des recettes au cours du deuxième semestre de l'année, par rapport à la période correspondante de 1974, a été beaucoup plus rapide que celle des dépenses, contrairement à ce qui s'était produit au premier semestre de 1975 et surtout au deuxième semestre de 1974 où l'incidence du budget de l'État avait exercé des effets nettement expansionnistes<sup>42</sup>.

Quant aux autres administrations publiques, on ne possède pas d'informations quantitatives permettant d'analyser leurs opérations en 1975<sup>43</sup>. Toutefois, la progression des cotisations sociales en 1975 semble avoir été légèrement plus rapide que celle des prestations sociales, ce qui pourrait indiquer que la Sécurité Sociale n'a pas exercé une incidence expansionniste. Compte tenu du faible poids des administrations locales et des organismes autonomes, il est vraisemblable que le secteur public, pour l'ensemble de 1975, a exercé un rôle légèrement expansionniste sur l'activité économique.

L'ampleur réduite du déficit de l'État en 1975 (1.8 milliard de pesetas pour le budget au sens strict, près de 10 milliards si l'on inclut les budgets annexes, soit respectivement 0.03 et 0.2 % du PNB) n'a pas posé de problème de financement. L'importance du recours à la Banque d'Espagne (60 milliards de pesetas au lieu de

42 Taux de croissance par rapport à la période correspondante de l'année précédente :

	74 I	74 II	75 I	75 II
Recettes	17.8	17.9	16.6	23.8
Dépenses	19.3	27.1	19.3	17.1

43 Les dernières données disponibles en termes de comptabilité nationale remontent à 1974.

44 milliards en 1974) découle de l'ampleur prise par les transferts aux organismes officiels de crédit, qui ont atteint 97 milliards de pesetas au lieu de 46 milliards en 1974, ainsi que par le désir des autorités de compenser la destruction de base monétaire par le secteur extérieur. Comme en 1974, la souscription de bons du Trésor<sup>44</sup> par les banques privées, pour respecter le coefficient de réserves qu'elles sont tenues d'observer, n'a couvert qu'environ la moitié des transferts au crédit officiel. Celui-ci s'est développé à un rythme nettement plus rapide que celui du secteur privé bancaire.

Le budget de l'État pour 1976 a été présenté avec un léger excédent, de l'ordre de 16 milliards de pesetas (environ 0,3 % du PIB), mais en termes de comptabilité nationale, il pourrait se solder, selon les estimations des experts nationaux, par un déficit d'environ 48 milliards de pesetas, soit 0,7 % du PIB. L'accroissement prévu des dépenses est légèrement inférieur à 20 % avec une plus forte progression des dépenses courantes que des dépenses en capital. Parmi les dépenses courantes, ce sont les transferts qui devraient progresser le plus vite pour atteindre 23,4 % du total des dépenses budgétaires. L'emploi dans la fonction publique devrait s'accroître à un rythme légèrement supérieur à celui de 1975 (3,4 % au lieu de 2,7 %). Quant aux recettes fiscales, elles devraient progresser à un rythme sensiblement équivalent à celui des dépenses, avec une croissance plus rapide de l'imposition directe qui devrait représenter en 1976 un peu moins de 37 % du total des impôts contre environ 32 % en 1974. Comme en 1975, le budget pour 1976 comporte un Fonds d'action conjoncturelle dont le montant a été fixé à 25 milliards de pesetas, soit une progression de 25 % par rapport à 1975. Le budget du secteur public pris dans son ensemble pour 1976 a été présenté pratiquement en équilibre. La part de la Sécurité Sociale dans la dépense publique devrait nettement s'accroître, passant de 42,5 % de l'ensemble des dépenses publiques (non consolidées) en 1975 à 44 % en 1976. Toutefois, cette augmentation des dépenses devrait être en partie couverte par la progression des cotisations sociales, qui serait d'un peu plus de 20 %, en 1976.

### *Politique monétaire*

Après l'accélération de la progression des disponibilités liquides (M3) à la fin de 1974, les autorités monétaires avaient arrêté comme objectif pour 1975 une lente décélération de cet agrégat dont le taux de progression devait se fixer aux environs de 18 % à la fin du premier semestre de l'année. Cette progression des disponibilités liquides était destinée à permettre le financement d'un taux de croissance du PIB en termes réels de l'ordre de 3 ou 4 % sans pour autant aggraver les tensions inflationnistes qui s'exerçaient sur l'économie. L'évolution des facteurs autonomes, très irrégulière au cours de l'année, n'a pas facilité la tâche des autorités monétaires. Le secteur extérieur, dont l'incidence négative sur la base monétaire s'était poursuivie pratiquement sans interruption depuis la fin de 1973, a brusquement changé de signe et a contribué à alimenter la création monétaire d'avril à septembre 1975. Par ailleurs, l'incidence monétaire des opérations du secteur public a été très forte au premier semestre de 1975, en partie à cause des opérations destinées au financement du crédit officiel. Cette évolution a été à l'origine des interventions de la Banque centrale, allant dans le sens d'une réduction du montant des crédits à très court terme octroyés aux banques privées et d'une augmentation modérée des bons du Trésor en circulation. Au mois de juillet, les opérations de compensation de la Banque d'Espagne dans le but d'alléger les contraintes saisonnières<sup>45</sup> des banques privées, ont été interrompues par celles-ci comme un changement d'orientation de la politique monétaire, ce qui a entraîné un fort développement des crédits au secteur privé et par la suite

44 « Cédulas para inversiones ».

45 La paye extraordinaire du mois de juillet, qui équivaut à un mois supplémentaire de salaire, entraîne une forte augmentation de la demande de monnaie fiduciaire par le public, ce qui crée des tensions sur la liquidité des banques.

une accélération importante des agrégats monétaires qui a été corrigée au cours de la dernière partie de l'année. Pendant cette période, l'incidence expansionniste du secteur public a été (sauf en septembre) nettement plus réduite. D'autre part, l'incidence négative du secteur extérieur sur la base monétaire a aussi contribué à alléger considérablement les contraintes de la régulation monétaire.

Tableau 8 Indicateurs monétaires

	Encours au 31-12-75	Variation en milliards de pesetas par rapport à la période précédente (cvs)				Variation en % par rapport à la période correspondante de l'année précédente			
		1975			1976	1975			1976
		II	III	IV	I	II	III	IV	I
Masse monétaire (M1)	1 955.8	69.9	94.6	91,5	70.8	14.6	17.9	18.6	21.0
Crédit au secteur privé	4 371.6	169.1	208.4	201.3	200.2	23.3	23.8	22.4	21.0
Banques	3 220.1	109.5	146.1	157.8	148.1	22.6	23.0	22.0	20.5
Caisses d'épargne	745.3	36.8	39.2	25.5	34.2	24.6	24.6	22.1	21.3
Organismes officiels de crédit	406.2	22.8	23.1	18.0	17.9	26.7	29.2	26.5	24.2
Dépôts									
Banques	3 158.9	92.2	139.9	136.0	108.4	16.3	18.1	17.4	17.7
Caisses d'épargne	1 536.0	68.4	71.8	70.2	71.5	21.7	22.7	22.3	21.6
		En % des dépôts							
Liquidité disponible des banques	0.49	0.28	0.15	0.48	0.19 <sup>1</sup>				

1 Février.

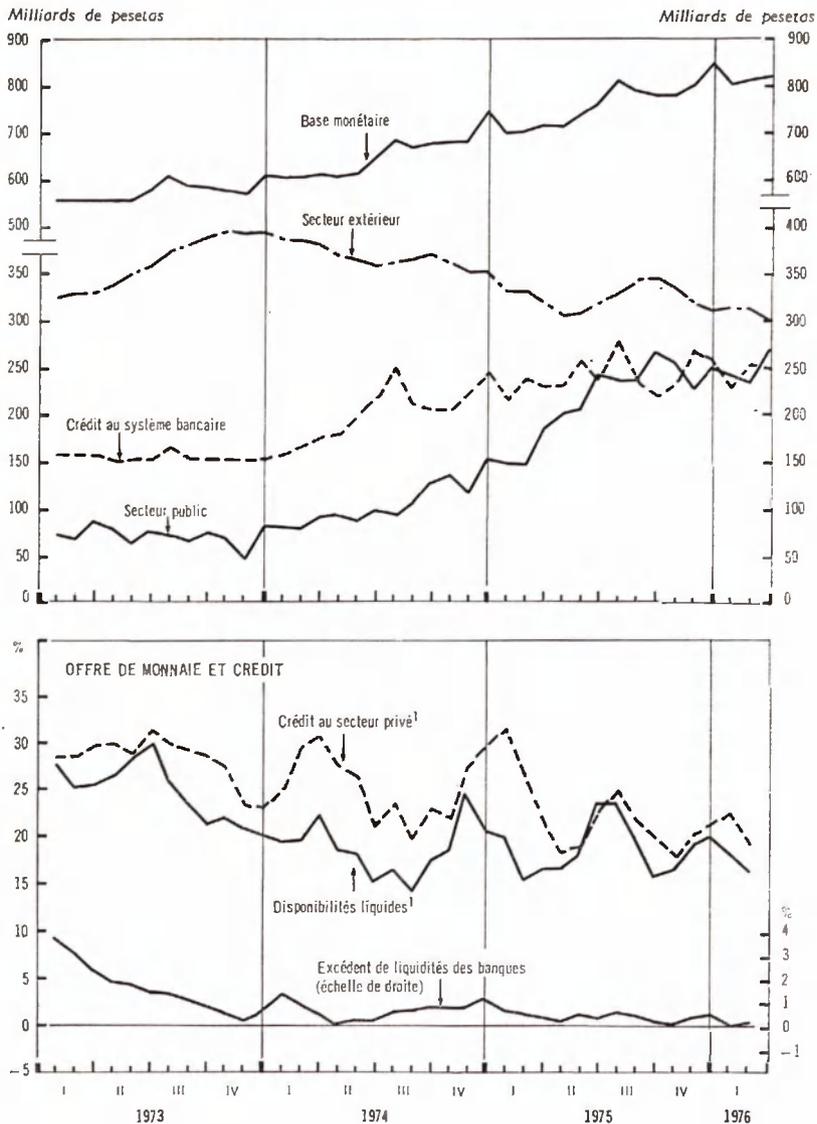
Source: Banque d'Espagne, Bulletin statistique.

Malgré l'accélération du crédit des banques au secteur privé en juillet 1975, l'évolution en cours d'année a été marquée par une décélération graduelle qui s'est produite essentiellement sur les crédits intérieurs en pesetas aux agents résidents. Les crédits en monnaie étrangère aux résidents ont en effet fortement progressé en 1975 (57 % de décembre 1974 à décembre 1975). Toutefois, l'accroissement en cours d'année (environ 50 milliards de pesetas) a été un peu inférieur à celui enregistré en 1974. Cette évolution a été favorisée par les autorités dans le but d'alléger les contraintes de la balance des paiements. Le financement de ces crédits s'est essentiellement opéré par le biais d'un fort accroissement des engagements des banques vis-à-vis de l'extérieur (environ 73 milliards de pesetas). De leur côté, les achats de titres par les banques se sont fortement développés. En ce qui concerne la variation du passif des banques, la progression des dépôts a été plus équilibrée qu'en 1974<sup>46</sup> tout en marquant un net ralentissement. Cette progression des dépôts a été accompagnée d'une augmentation sensible des bons de caisse émis par les banques industrielles, ainsi que du crédit de la Banque d'Espagne aux banques. Par ailleurs, la gestion de la liquidité bancaire s'est considérablement assouplie, de telle sorte que la réduction des excédents de liquidité, qui a eu lieu tout au long de l'année, a pu se faire sans tension sur le taux d'intérêt de l'argent au jour le jour.

Les crédits des caisses d'épargne au secteur privé ont marqué un ralentissement plus net et plus régulier que ceux des banques. D'autre part, les caisses d'épargne ont encore réduit la part des fonds publics dans leurs actifs jusqu'à ce qu'ils ne repré-

46 Les dépôts à vue ont progressé en 1974 de 17.1 % et les dépôts à terme ont progressé de 21.8 %. Par contre, en 1975, la progression a été de 17.8 % pour les dépôts à vue et de 16.7 % pour les dépôts à terme.

Graphique 8 Principales contreparties de la base monétaire et offre de monnaie



1 Moyennes mobiles sur 3 mois (c.v.s.), taux de croissance trimestriels exprimés en taux annuels.

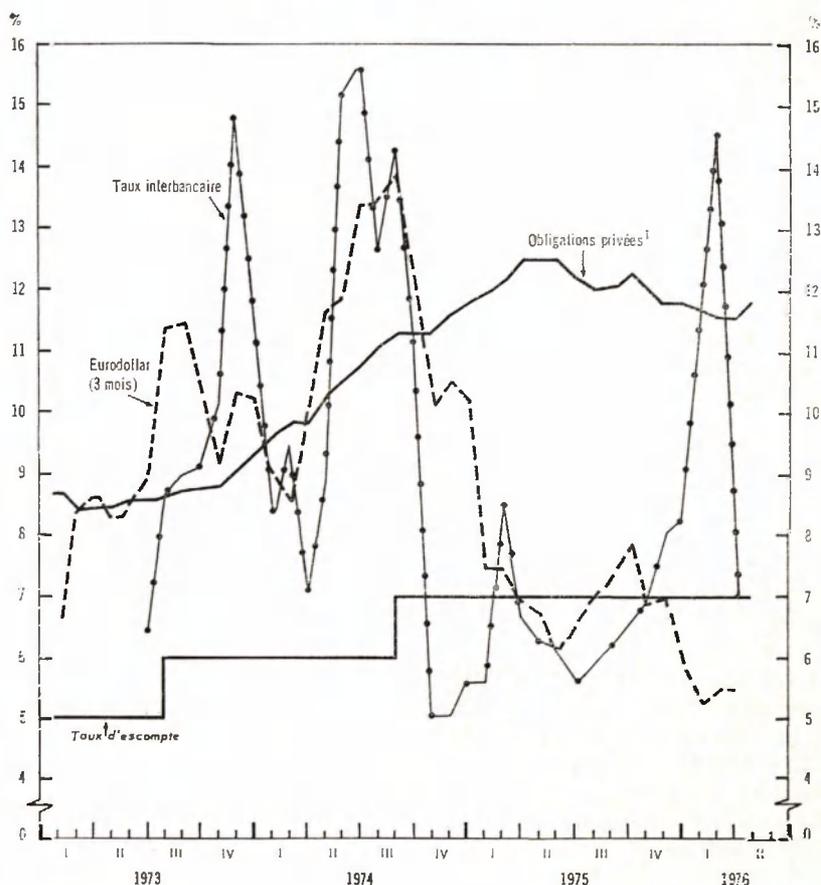
Source : Banque d'Espagne, Bulletin de statistique et Supplément trimestriel.

sentent plus que 11 % environ du total des dépôts en décembre 1975 au lieu de 13,5 % un an plus tôt. Elles ont par ailleurs considérablement augmenté leurs dépôts auprès des banques au cours du deuxième semestre de 1975. En ce qui concerne le crédit officiel, sa progression s'est considérablement accélérée. Pour l'ensemble de l'année, l'accroissement des crédits au secteur privé a été de l'ordre de 80 milliards de pesetas alors qu'il n'avait été que d'environ 50 milliards en 1974 et de 17 milliards en 1973. Cette augmentation n'a été qu'à moitié couverte par le jeu automatique du coefficient d'investissement des banques, ce qui a entraîné un recours important du Trésor à

la Banque d'Espagne pour financer les transferts au crédit officiel<sup>47</sup>. Le principal secteur bénéficiaire de ces crédits a été l'industrie d'exportation.

Les taux d'intérêt sont restés relativement stables tout au long de 1975, avec toutefois une tendance à la hausse des taux à court terme et une légère tendance à la baisse des taux à long terme. Le taux de l'argent au jour le jour n'a pas subi les fluctuations qu'il avait connues en 1974, en partie parce que le cadre général dans lequel s'est développée la politique monétaire est resté relativement stable, mais surtout parce que l'ensemble des opérateurs semble maintenant accepter les instruments de contrôle mis en place progressivement par les autorités depuis 1973<sup>48</sup>. Ceci est particulièrement vrai pour les banques privées qui, après avoir hésité quelque temps, semblent maintenant gérer leurs excédents de liquidité avec beaucoup plus

Graphique 9 Taux d'intérêt



### 1 Rendement.

Sources : Banque d'Espagne, Bulletin de statistique et Supplément; Secrétariat de l'OCDE.

47 Les banques et les caisses d'épargne sont tenues de consacrer un certain pourcentage de leurs dépôts à l'achat de titres publics qui servent à financer le crédit officiel. Dans la mesure où les opérations des institutions officielles de crédit se développent plus vite que les dépôts des banques, le financement doit se faire par d'autres moyens.

48 Cf. Études annuelles de 1974 et 1975. Des tensions liées à des facteurs saisonniers sont apparues en janvier-février 1976 sur le marché monétaire, mais elles ont disparu dès la fin du mois de février.

de souplesse que dans le passé. Le taux d'escompte est resté stable à 7 % tout au long de l'année, ainsi que les taux versés par les banques sur les dépôts à vue des caisses d'épargne (environ 9.5 %). Les taux actifs à long terme demandés par les banques ont eu tendance à augmenter en cours d'année, alors que le rendement des obligations privées, après avoir atteint un sommet en mars 1975 (environ 12.5 %) a sensiblement diminué par la suite.

Malgré l'atonie qui a caractérisé les bourses espagnoles tout au long de 1975 (l'indice moyen des titres cotés élaboré par la Banque d'Espagne montre une chute moyenne des cours de l'ordre de 14 % en 1975), les émissions de titres se sont considérablement développées. Les émissions brutes d'actions et obligations par les sociétés non financières ont progressé de 57 milliards de pesetas<sup>49</sup>. Par contre, les émissions nettes des sociétés financières ont légèrement diminué<sup>50</sup>. En ce qui concerne le secteur public, l'accroissement des émissions de titres publics à long terme est due aux émissions de « cedulas »<sup>51</sup> destinées à financer le crédit officiel. Ces émissions ont été d'environ 52 milliards de pesetas au lieu de 24 milliards en 1974. Quant aux émissions de l'INI sur le marché intérieur, elles ont été du même ordre qu'en 1974 (environ 11 milliards de pesetas).

#### *Autres mesures de politique économique*

Les mesures adoptées en avril et en novembre 1975 comportaient un certain nombre de dispositions concernant les prix et les revenus. En ce qui concerne les prix, les dispositions adoptées allaient dans le sens d'un réaménagement du dispositif de contrôle mis en place en novembre 1974<sup>52</sup>. Pour les prix soumis au régime de surveillance spéciale et d'autorisation préalable, les hausses ne peuvent refléter que les augmentations des coûts dérivées du renchérissement des matières premières et de la hausse autorisée des salaires. En outre, les prix des principaux produits agricoles doivent être fixés d'une façon globale par le Conseil des Ministres. La portée de cette décision pourrait être importante si elle contribuait à renforcer la coordination de la politique agricole avec l'ensemble de la politique économique. En ce qui concerne les revenus, les dispositions d'avril et novembre 1975 reprenaient les lignes générales du décret de novembre 1973, qui prévoyait la limitation de la hausse des rémunérations salariales soumises à négociation collective. Celles-ci ne peuvent pas dépasser la hausse intervenue dans l'indice du coût de la vie au cours des douze mois précédant les négociations. Exceptionnellement, cette limite peut être déplacée de trois points. De leur côté, les dividendes et autres revenus du capital ne pourront pas dépasser la moyenne de 1973-1974.

Il est difficile d'apprécier l'incidence de cet ensemble de mesures sur l'activité. Les aménagements successifs apportés au dispositif de contrôle sur les prix ont rétréci le domaine d'application du contrôle dans le but de le limiter à ce qui pouvait être effectivement contrôlé. En 1974 et 1975, les prix contrôlés ont souvent progressé plus vite que les prix libres mais c'est en termes différentiels qu'il faudrait porter un jugement et il est difficile de savoir quel aurait été le comportement de prix contrôlés s'ils avaient été laissés libres. Il en va de même pour le *contrôle des salaires*. Les gains horaires ont progressé en 1974 et 1975 beaucoup plus vite que l'indice des prix. Toutefois, les données statistiques dont on dispose ne permettent pas de porter un jugement précis. Les augmentations obtenues par les salariés en 1974-1975 ont été souvent égales en montant absolu, ce qui entraîne des effets de redistribution parmi les salariés en différenciant les taux de progression selon le niveau des revenus. D'autre

49 Elles ont atteint 295 milliards de pesetas au lieu de 238 milliards en 1974.

50 102 milliards en 1975 au lieu de 112 milliards en 1974.

51 Titres spéciaux destinés à permettre aux banques et aux caisses d'épargne de respecter le coefficient d'investissement qu'elles sont tenues d'observer.

52 Cf. Étude annuelle 1975.

part, une des revendications les plus étendues lors du renouvellement des conventions collectives a été celle de transférer à l'entreprise l'impôt direct sur les salaires<sup>53</sup>, ce qui tend à obscurcir la signification des statistiques sur les gains horaires. Il convient aussi de remarquer que, malgré des hausses moyennes des gains horaires de l'ordre de 25 à 30 % en 1975 (alors que les prix implicites à la consommation ont progressé d'environ 17 %) la masse salariale n'a progressé que d'environ 21 % et le revenu disponible de l'ensemble des ménages a progressé à un taux sensiblement équivalent à celui de la hausse des prix.

Après la dépréciation de la peseta le 9 février 1976, le gouvernement espagnol a présenté aux Cortes le 5 mars 1976 un programme d'accompagnement, qui contient un ensemble de mesures touchant différents aspects de la politique économique<sup>54</sup>. En ce qui concerne la politique budgétaire, le programme prévoit l'élévation du minimum imposable de l'impôt sur le revenu du travail<sup>55</sup>, un alourdissement de 10 % des barèmes de l'impôt sur les successions et les transmissions de patrimoine, une surcharge de 20 % de l'impôt sur les produits de luxe, à l'exclusion toutefois du tabac et de l'essence, dont le prix a été relevé<sup>56</sup>. Le programme contient aussi un certain nombre de mesures d'aide à l'investissement qui, pour l'essentiel, prolongent celles de novembre 1975. Dans le domaine de la politique monétaire, le programme prévoit une augmentation des transferts aux organismes officiels de crédit. En relation avec cette mesure, le 12 mars 1976, le coefficient d'investissement des banques a été relevé de 23 % à 25 %, et celui des caisses d'épargne de 40 % à 43 %. Cette mesure devrait se traduire par un freinage considérable des crédits offerts par les caisses d'épargne et par une modification de la répartition des crédits des banques en faveur de l'investissement et de l'exportation. En outre, étant donné que les taux pratiqués par les organismes officiels de crédit sont en général plus bas que ceux pratiqués par le secteur privé, le rôle du marché dans l'allocation des ressources productives risque de se trouver affaibli.

#### IV PERSPECTIVES A COURT TERME, PROBLÈMES ET CONCLUSIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

##### *Perspectives à court terme*

Divers signes, à la fin de 1975, paraissaient témoigner d'une certaine reprise de l'activité, après le recul observé au premier semestre. Dans le même temps, on assistait à une décélération des tensions inflationnistes, et à une nette dégradation du climat social. Il est particulièrement malaisé de tenter d'établir une prévision d'ensemble de l'économie espagnole pour l'année en cours. Aux difficultés traditionnelles inhérentes aux retards dans les informations disponibles, qui empêchent par exemple d'évaluer ce qu'a été le profil de 1975, se juxtaposent des incertitudes supplémentaires dues aux mesures annoncées après la dépréciation décidée en février 1976 mais non encore arrêtées, ainsi qu'aux tensions sociales croissantes (à ce propos, on ignore encore quelle a été l'incidence réelle, au niveau de la production, des grèves intervenues au début de l'année, et dans quelle mesure les pertes d'activité pourront

53 Impôt sur le revenu du travail personnel, actuellement au taux unique de 12 % à partir de 140 000 pesetas par an de revenu.

54 Au moment de la rédaction de l'étude, le programme n'a pas encore été voté par les Cortes.

55 IRTP; de 140 000 à 160 000 pesetas par an.

56 Il est passé de 26 à 28 pesetas par litre (pour la catégorie de 98 octanes). Cette augmentation ne couvre pas l'incidence mécanique de la dépréciation de la peseta.

être effectivement rattrapées). Dans la prévision présentée ci-dessous, on a admis, à l'habitude, comme hypothèse de travail, que la parité de la peseta resterait jusqu'à la fin de 1976 au niveau atteint en mars. On a également admis que la politique économique ne marquerait pas d'inflexion sensible par rapport aux orientations déjà amorcées (c'est-à-dire, un budget exerçant une action légèrement expansionniste<sup>57</sup> et une politique monétaire accompagnant une reprise modérée de l'activité). Enfin, on a supposé que le niveau de l'activité ne serait pas sérieusement affecté par l'évolution du climat social. Compte tenu de ces diverses hypothèses et des informations disponibles par ailleurs sur l'évolution du commerce mondial et des marchés extérieurs de l'Espagne, on parvient à une hypothèse de croissance du Produit Intérieur Brut de l'ordre de 2½ à 3 % en volume par rapport à 1975<sup>58</sup>. Cette croissance, qui s'accélérerait quelque peu en cours d'année, serait essentiellement soutenue par la reprise rapide des exportations. Elle ne suffirait pas à arrêter la dégradation de la situation de l'emploi. Par ailleurs, les tensions sur les prix resteraient aussi vives, en termes annuels, qu'en 1975 et l'on peut même s'attendre à une nouvelle accentuation en cours d'année. Enfin, le déficit courant, tout en se situant à un niveau élevé, pourrait enregistrer une légère amélioration.

La dépréciation de la peseta déjà acquise devrait permettre une croissance soutenue des exportations en volume. Les exportations de marchandises, hors produits agricoles et produits pétroliers, pourraient enregistrer une croissance en volume de l'ordre de 14 %, qui résulterait pour partie de la progression des marchés (une croissance de 8 % des marchés extérieurs est attendue) et d'une forte augmentation des parts de marchés. En 1975 déjà, et dans une situation particulièrement déprimée des échanges mondiaux, des gains substantiels de parts de marchés ont été enregistrés. On a fait l'hypothèse que cette tendance prévaudrait également en 1976. De leur côté, les exportations de produits agricoles marqueraient une certaine amélioration par rapport à 1975, et pourraient sensiblement retrouver un taux de progression comparable à la croissance des marchés à l'exportation. Si l'on fait l'hypothèse d'une légère reprise des exportations de produits pétroliers, les exportations de l'ensemble des marchandises devraient progresser d'environ 12 % en volume en 1976. En ce qui concerne les prix, on peut s'attendre à ce que les exportateurs récupèrent en 1976 une partie des marges qu'ils avaient cédées en 1975 dans le but de maintenir ou d'améliorer leur position. Les prix des marchandises espagnoles exprimés en pesetas progresseraient fortement (de l'ordre de 16 %) mais, exprimés en dollars, augmenteraient légèrement moins vite que les prix des principaux concurrents. Le tourisme devrait enregistrer une certaine reprise en volume, qui résulterait essentiellement de l'amélioration de la conjoncture dans les principaux pays clients de l'Espagne et des effets de la dépréciation de la peseta.

La consommation privée progresserait d'environ 2 % en volume, soit un rythme comparable à celui de 1975. Cette évolution résulterait d'une progression du revenu réel disponible des ménages plus élevée qu'en 1975, qui s'accompagnerait d'une augmentation du taux d'épargne. Du côté du revenu des ménages, on peut s'attendre en effet à une augmentation légèrement plus forte qu'en 1975 de la masse salariale, résultant à la fois d'un certain ralentissement dans la progression des gains horaires et de l'arrêt de la réduction des heures travaillées. Les comportements prudents d'épargne s'expliquent par la persistance d'une situation défavorable du marché du travail. Toutefois, on a fait l'hypothèse que le taux d'épargne, tout en marquant une augmentation par rapport à 1975, ne retrouverait pas son niveau de 1974. En ce qui concerne les investissements, le faible taux d'utilisation des capacités et les incertitudes de nature extra-économiques qui existent actuellement en Espagne ne semblent

57 Le déficit de l'État, selon les définitions de la comptabilité nationale, serait en 1976 d'environ 48 milliards de pesetas, soit 0.7 % du PIB.

58 Les prévisions des experts nationaux pour 1976 sont très proches de celles du Secrétariat.

pas de nature à inciter les entrepreneurs à développer leurs investissements. Une très légère reprise pourrait résulter d'un mouvement de reconstitution des stocks, qui s'est d'ailleurs peut-être déjà amorcé. Ce mouvement compenserait la poursuite probable de la dégradation dans le domaine des équipements. On a supposé que la croissance de la consommation publique serait, en 1976, légèrement inférieure à celle de 1975 (3 % contre 3.7 %). Au total, la demande intérieure marquerait une légère reprise en 1976 par rapport à 1975 (1.7 % contre 0.8 %).

Dans le domaine des prix, on pouvait s'attendre au début de cette année à une certaine amélioration, qui aurait résulté du ralentissement de la hausse des coûts des entreprises, essentiellement imputable, en termes de coûts unitaires, à la reprise de la production. Aussi bien, les résultats de la seconde partie de 1975 marquaient une certaine décélération, la hausse des prix (en rythme annuel, par rapport au semestre précédent) ayant été ramenée de 19 % au premier semestre de 1975 à 13,5 % au second semestre. Mais ces perspectives d'amélioration sont à présent remises en question par les effets prévisibles de la dépréciation de la peseta, qui entraînera une hausse mécanique de l'ordre de 2 à 3 % sur les prix intérieurs. On peut s'attendre à présent à ce que, en termes annuels, la hausse des prix à la consommation se situe en 1976 sensiblement au même niveau qu'en 1975 (+ 17 %). Mais, en termes de glissement, on assisterait à une accélération en cours d'année.

Du côté des importations, on peut s'attendre à une diminution de l'élasticité par rapport au Produit Intérieur Brut, qui résulterait des effets de la forte hausse des prix, exprimés en pesetas, des produits importés (environ 17 % contre 8 % en 1975). L'hypothèse retenue est que cette élasticité se situerait en 1976 autour de 1

Tableau 9 Prévisions pour 1976

	1974 Milliards de pesetas	1975 <sup>1</sup> Variation en pourcentage et en volume	1976 <sup>2</sup>
<b>RESSOURCES ET EMPLOI :</b>			
Consommation privée	3 360	2.1	2
Consommation publique	470	3.7	3
Formation brute de capital	1 363	-3.4	½
Construction	776	-2.5	—
Équipement	587	-4.5	1
Demande intérieure totale	5 193	0.8	1½
Exportations biens et services	709	-2.7	9½
Importations biens et services	968	-2.0	2½
PIB	4 934	0.8	2½
Prix implicite du PIB		16.5	15½
Prix à la consommation		17.0	17
<b>COMMERCE EXTÉRIEUR (marchandises) :</b>			
Exportations fob : volume		—	12
prix <sup>3</sup>		8	16
Importations fob : volume		-3	2½
prix <sup>3</sup>		8	17
		<i>En milliards de dollars</i>	
<b>BALANCE DES PAIEMENTS :</b>			
Balance commerciale		-7.3	-6½
Invisibles, net		3.8	3½
Balance des opérations courantes		-3.5	-3

1 Estimations provisoires.

2 Prévisions.

3 En pesetas.

Source : INE, Ministère du Commerce et Secrétariat de l'OCDE.

(contre une élasticité négative en 1975 et une élasticité de l'ordre de 1.5 en moyenne période). Les importations en volume progresseraient donc, comme la production, de 2.5 % en 1976<sup>59</sup>. Compte tenu des hypothèses faites sur les prix, on assisterait en 1976 à une amélioration du solde de la balance commerciale de l'ordre de  $\frac{1}{2}$  milliard de dollars. Mais, cette amélioration serait en partie annulée par une légère dégradation du solde des invisibles, essentiellement imputable à l'augmentation de la charge des dettes contractées à l'extérieur. Au total, l'amélioration du solde de la balance des opérations courantes resterait limitée en 1976 (de l'ordre de 400 millions de dollars) et le déficit du solde extérieur par rapport au Produit Intérieur Brut serait ramené de 3.5 % en 1975 à un peu plus de 3 % en 1976.

### *Quelques problèmes du développement à moyen terme*

Le IV<sup>e</sup> Plan de développement à moyen terme, qui portait sur la période 1976-1980, avait été élaboré dans la première partie de 1975, et devait être discuté par les Cortès à la fin de l'année dernière. En fait, compte tenu des incertitudes liées à la vie politique, cette discussion n'a pas eu lieu. Au début de 1976, de nouveaux documents de travail ont été élaborés, qui tentent, à l'aide d'un modèle de simulation, de tracer plusieurs scénarii de développement, d'ici 1980. Il est encore trop tôt pour étudier les résultats de ces travaux, actuellement en cours de discussion et de révision. On a seulement tenté, dans ce qui suit, d'analyser quelques-uns des problèmes auxquels l'économie espagnole devra faire face d'ici la fin de la décennie. Ces problèmes sont principalement de deux ordres : la contrainte de limiter le déficit extérieur pèsera sur les possibilités de développement à moyen terme. Mais le montant de la main-d'œuvre disponible nécessitera la garantie d'un certain taux de croissance ou d'importantes actions correctrices. Et il est vraisemblable qu'une solution de compromis entre la contrainte de la balance des paiements et les objectifs souhaitables en matière d'emploi impliquera d'importantes pressions sur les prix. Il convient, avant de présenter les résultats de l'étude effectuée par le Secrétariat, d'insister sur le caractère extrêmement mécanique, et encore très exploratoire, de ces travaux.

Pour tenter d'apprécier les taux de croissance de la production compatibles avec un *montant tolérable de déficit extérieur*, on a tout d'abord projeté différents taux annuels de croissance du PIB d'ici 1980 (en volume : 3 %, 5 % et 7 % sur la période 1976-1980). Compte tenu d'hypothèses complémentaires<sup>60</sup> sur les élasticités d'importations par rapport au PIB<sup>61</sup>, on arrive à des résultats qui montrent la difficulté qu'il y aurait à réduire substantiellement le déséquilibre commercial d'ici 1980 — voire même à le maintenir à son niveau actuel — en cas de croissance forte de la production : ainsi, avec une croissance du PIB de 7 % en volume par an, le maintien en 1980 du déficit commercial à son niveau de 1976 (6.7 % du PIB) nécessiterait une croissance annuelle moyenne des exportations en volume de l'ordre de 9.5 %, si l'on fait l'hypothèse d'une élasticité d'importation de 1.4 %. Si l'on souhaite ramener, en 1980, le déficit commercial à 4 % seulement du PIB, les taux de croissance des exportations devraient être respectivement — selon les élasticités à l'importation retenues — de 17 et 19 %, ce qui impliquerait des gains de parts de marché tout à fait considérables. Mais une croissance plus modérée de la production (de 3 à 5 %) implique déjà de bonnes performances à l'exportation, si l'on souhaite ramener, en 1980, le déficit commercial à 4 % du PIB : avec une élasticité à l'importation de 1.4, les taux de progression nécessaires seraient de 12 % (croissance de 3 % du PIB) ou 15 % (croissance de 5 % du PIB), ce qui implique des gains de parts de

59 Les experts nationaux prévoient une stagnation des importations en volume en 1976, malgré une progression du PIB du même ordre que celle retenue par le Secrétariat. Cette évolution est fondée sur l'hypothèse d'une élasticité-prix des importations relativement élevée.

60 On trouvera en annexe une analyse détaillée de ces hypothèses.

61 1.2 ou 1.4 (contre 1.5 pour la tendance de moyenne période).

marché considérables, même si l'on fait l'hypothèse d'une croissance soutenue du commerce mondial<sup>62</sup>.

Ces résultats, extrêmement mécaniques, sont fondés sur l'hypothèse du maintien des termes de l'échange au niveau estimé pour 1976<sup>63</sup> et sur une réduction d'ampleur variable de l'élasticité des importations par rapport au PIB. On peut en effet penser que l'économie espagnole réagira à la forte détérioration des termes de l'échange subie en 1974-1976 par un mouvement de rationalisation des inputs et de substitution d'importations qui pourrait entraîner une réduction de leur élasticité par rapport au PIB. Quant à l'hypothèse, d'ordre technique, du maintien des termes de l'échange au niveau de 1976, on peut en effet l'admettre pour ce qui est des marchandises<sup>64</sup>. Toutefois, étant donné la part importante que représentent les exportations de services dans la balance des opérations courantes, on peut s'attendre à une certaine amélioration des termes de l'échange de l'ensemble de la balance des biens et des services. Ainsi la réduction du déficit commercial (fob/fob) de 6.7 % à 4 % du PIB d'ici 1980 impliquerait encore un déficit courant de l'ordre de 0.7 % du PIB en 1980 aux prix de 1976, mais on peut penser que l'évolution différentielle des prix des marchandises et des services devrait se traduire par une situation d'équilibre approximatif aux prix courants.

Tableau 10 **Exportations et déficit courant**  
Taux de croissance annuels 1976-1980

	PIB : 3 %		PIB : 5 %		PIB : 7 %	
	Élasticité 1.2 <sup>1</sup>	Élasticité 1.4 <sup>1</sup>	Élasticité 1.2 <sup>1</sup>	Élasticité 1.4 <sup>1</sup>	Élasticité 1.2 <sup>1</sup>	Élasticité 1.4 <sup>1</sup>
Taux de croissance en volume des exportations compatible avec :						
— maintien du déficit commercial <sup>2</sup>	4.0	5.0	6.7	8.4	9.4	11.8
— réduction du déficit commercial <sup>3</sup>	11.2	12.1	13.9	15.3	16.6	18.6

1 Élasticité des importations par rapport au PIB. Au cours de la période 1962-73, elle fut de 1.5.

2 En pourcentage du PIB au cours de la période 1976-80 (6.7 % du PIB).

3 Réduction progressive de 6.7 % du PIB en 1976 à 4 % du PIB en 1980.

Source: estimations du Secrétariat.

A l'évidence, ces calculs sont extrêmement mécaniques. Ils permettent cependant de mettre en lumière un certain nombre de contraintes :

- i) Le seul maintien (et non l'aggravation) du déficit commercial d'ici 1980 à son niveau de 1976 (en pourcentage du PIB) impliquerait déjà de très vigoureux efforts à l'exportation. Certes, la dégradation récente du solde commercial comprend une composante cyclique — mais elle reste cependant largement structurelle. Et l'on ne peut oublier qu'une croissance de l'ordre de 12 à 15 % des exportations de marchandises implique une croissance plus forte des exportations de produits non agricoles, compte tenu de la contrainte d'offre qui existe ici et de la croissance des marchés agricoles à l'exportation que l'on peut prévoir plus lente que celle des marchés de produits industriels.

62 Il résulte d'évaluations très préliminaires du Secrétariat sur les premiers travaux de projections à moyen terme que la croissance des marchés espagnols serait de l'ordre de 8 % par an sur la période 1976-1980.

63 Cf. prévisions pour 1976. On a supposé que la dépréciation de la peseta en février 1976 serait intégralement répercutée par les importateurs et que les exportateurs réaliseraient un certain arbitrage entre les prix et le volume de leurs exportations. Ceci se traduirait par une légère détérioration des termes de l'échange.

64 On trouvera dans l'annexe technique une discussion illustrant la sensibilité de la balance courante aux différentes hypothèses que l'on peut faire sur l'évolution des termes de l'échange.

- ii) Même si l'on retient l'hypothèse d'une croissance modérée de la production (3 à 5 %), la croissance des exportations devra donc être vigoureuse et entraîner une restructuration importante des emplois, au détriment des emplois intérieurs (consommation et investissement). On peut envisager qu'elle affectera l'investissement (par une meilleure utilisation des équipements déjà existants et peut-être par une plus grande efficacité de ceux qui seront installés à l'avenir) et la consommation privée, dont la structure s'en trouvera vraisemblablement modifiée. La restructuration nécessaire ne pourra certainement pas s'effectuer spontanément : elle impliquera une politique très active de la part des pouvoirs publics.
- iii) Les exportateurs espagnols devront donc réaliser des efforts importants pour gagner des parts de marché d'ici 1980. Il est vrai que les performances à l'exportation enregistrées par l'économie espagnole dans le passé ont été extrêmement satisfaisantes<sup>65</sup> et qu'il n'y a pas de raison pour penser qu'elles s'arrêteront brusquement. Mais on peut aussi penser que la progression des échanges mondiaux ne sera plus la même que celle des années 1960 et que, par conséquent, les efforts à consentir devront être importants. Ces efforts ne pourront pas être isolés de l'effort général pour réduire la progression des coûts et la maintenir en ligne avec les principaux concurrents. L'élasticité-prix des produits exportés par l'Espagne étant relativement élevée, on ne pourra pas tabler à la fois sur des gains de parts de marché et une amélioration des termes de l'échange.

Des estimations préliminaires faites par les experts nationaux sur l'évolution probable de la balance des paiements d'ici 1980 aboutissent à des conclusions proches de celles du Secrétariat. Sur la base d'une croissance annuelle des exportations de 11 ½ % (8 ½ % de croissance des marchés et 3 % de gains de parts de marché) dans la période 1976-1980 et d'une élasticité des importations par rapport au PIB de 1.3, on aboutirait, dans l'hypothèse d'une croissance annuelle du PIB de l'ordre de 5 %, à un déficit commercial d'environ 6.4 milliards de dollars<sup>66</sup> en 1980 au lieu de 7.3 milliards en 1975. Compte tenu des hypothèses complémentaires sur l'évolution des services<sup>67</sup>, le déficit courant en 1980 serait de l'ordre de 1.5 milliard de dollars. Il serait presque entièrement couvert par des investissements directs et en immeubles en provenance de l'étranger, dont le taux annuel d'augmentation serait de 8 %<sup>68</sup>.

On peut examiner à présent les implications résultant d'un *objectif de plein emploi* — ou, du moins, de non aggravation du marché du travail par rapport à la situation actuelle. Diverses projections ont été faites<sup>69</sup>, compte tenu d'hypothèses sur l'émigration nette et les taux d'activité. Deux taux de croissance de la population active disponible ont été retenus : 1.3 % et 1.1 % par an. Dans les deux cas, on a supposé que le solde migratoire serait nul sur la période (les départs compensant les retours — alors qu'en 1975, on a vraisemblablement assisté à un flux net de retour). Avec une croissance de la population active de l'ordre de 1.3 % par an, si

65 Cf. Étude annuelle sur l'Espagne 1975, page 16 et suivantes. D'après les estimations du Secrétariat, les gains de parts de marché de l'Espagne ont été très importants dans la période 1962-73. De 1962 à 1967, les exportations espagnoles ont progressé, en moyenne annuelle, 4 points plus vite que les marchés à l'exportation et dans la période 1968-73, le différentiel a été de 7 points. Au cours de la période 1968-1973, des gains très substantiels ont été obtenus sur les marchés de la CEE à 6

66 Dollars de 1976.

67 Aussi bien les recettes que les paiements progresseraient en termes réels d'environ 10 % par an (à l'exception des revenus des investissements, eux-mêmes fonction de l'endettement extérieur). Les transferts sont supposés progresser au rythme annuel (toujours en termes réels) de 5 %.

68. Les investissements directs et en immeubles étrangers en Espagne ont diminué en 1975 par rapport à 1974. D'après les prévisions des experts nationaux, ils devraient retrouver un niveau considéré comme normal (un milliard de dollars) en 1977 et continuer ensuite leur progression au rythme de 8 % par an (en dollars constants).

69 Cf. Annexe technique.

l'on extrapole les tendances passées de la productivité (5.5 % par an sur la période 1968-1974)<sup>70</sup>, on constate qu'une croissance du PIB de l'ordre de 7 % par an serait nécessaire pour *maintenir* d'ici 1980 le *taux* de chômage observé en 1975. Une croissance de 5 % entraînerait, selon les mêmes hypothèses, une augmentation importante du nombre de chômeurs. Mais on peut penser que des ajustements se produiront (notamment au niveau des taux d'activité) et que l'on assistera à une baisse de la productivité au cours de la période. D'une part, l'importance des services dans la production et l'emploi devrait continuer de progresser. D'autre part, on peut penser que, devant les difficultés d'insertion dans les autres secteurs de la production, les sorties du secteur agricole se ralentiront, même si la part de la population active reste encore très élevée dans ce secteur. Si la productivité se trouvait ramenée à 4 %, une croissance de l'ordre de 5 % permettrait d'assurer une stabilisation du chômage. Mais à l'évidence, le fléchissement de la productivité risque de se traduire par des pressions accrues sur les prix.

Les considérations qui précèdent amènent à s'interroger sur la possibilité de poursuivre, dans les années à venir, le type de croissance qui a été réalisé dans le passé. Au cours des années 1960, l'économie a été orientée vers une industrialisation rapide et un fort développement du secteur privé des services. Les investissements se sont dirigés de préférence vers des équipements permettant d'économiser de la main-d'œuvre, ce qui a rendu possible des gains considérables de productivité. Mais la progression de l'emploi, notamment dans l'industrie, n'a pas suivi l'augmentation de la population active et, si le chômage est resté limité, c'est grâce à la soupape offerte par l'émigration. Enfin, les remises des travailleurs à l'étranger et les recettes de tourisme ont permis de compenser la totalité, ou du moins une partie importante d'un déficit commercial largement structurel. A l'avenir, on ne peut plus guère compter sur l'émigration pour absorber la croissance de la population active disponible. En conséquence, les remises des travailleurs espagnols à l'étranger progresseront certainement moins vite que dans le passé. Et il est peu vraisemblable que la progression des recettes de tourisme soit aussi vive à l'avenir qu'elle l'a été dans les années 60. En effet, de 1962 à 1973, le nombre de touristes visitant l'Espagne est passé de 9 à 35 millions par an<sup>71</sup>, c'est-à-dire une progression annuelle de 13 %. En ce qui concerne les recettes en pesetas dues au tourisme, elles ont progressé au cours de la même période à un rythme annuel de 18 %.

### *Conclusions de politique économique*

La reprise de l'activité qui s'était amorcée au deuxième semestre de 1975 devrait se poursuivre tout au long de 1976. Elle devrait être accompagnée de fortes pressions sur les prix et d'un niveau élevé de déficit extérieur. Par ailleurs, il semble évident que cette reprise ne suffira pas à résoudre le problème de l'emploi; tout au plus, pourra-t-elle en empêcher l'aggravation. Ces prévisions sont entachées de nombreuses incertitudes principalement de nature extra-économique (évolution future des institutions et du climat social). Sur le plan strictement économique cependant, des incertitudes subsistent également : en particulier, un risque non négligeable d'accélération de l'inflation existe. En effet, on pourrait assister à une accentuation des revendications salariales; et les chefs d'entreprise, dans un contexte de reprise, même modérée, pourraient répercuter plus fortement sur les prix l'augmentation de leurs coûts (coûts salariaux et prix à l'importation), afin de reconstituer leurs marges bénéficiaires, fortement détériorées par la récession et par la hausse des coûts salariaux. Une spirale prix/salaires se déclencherait alors, qui ne manquerait pas d'aggra-

70 Si on exclut le secteur agricole où l'émigration rurale se traduit par une forte hausse de la productivité, le taux de productivité moyen de 1968 à 1974 est de 4 %.

71 Soit à peu de choses près, la population de l'Espagne à la même période.

ver la situation de la balance des paiements et de l'emploi. C'est en fonction de ce risque majeur que le gouvernement devra orienter sa politique économique en 1976. Mais, dans le même temps, il lui faudra éviter une nouvelle dégradation de la situation du travail, et tâcher d'en limiter les conséquences.

Si, à court terme, les marges d'action des autorités espagnoles restent limitées, néanmoins, un certain nombre d'aménagements et d'inflexions paraissent possibles, et souhaitables. Dans le domaine de la *politique budgétaire*, il conviendrait certainement d'utiliser pleinement les crédits inscrits au fond d'action conjoncturelle — dont le montant absolu reste d'ailleurs extrêmement limité. On pourrait également envisager le lancement de travaux publics additionnels, présentant l'avantage de pouvoir absorber une importante main-d'œuvre (certaines décisions ont déjà été prises allant dans ce sens). Mais c'est aussi dans le domaine de la prise en charge des chômeurs que des actions de type budgétaire devraient s'exercer. En effet, le système actuel de couverture ne concerne qu'une part relativement faible des chômeurs et les prestations versées n'assurent aux bénéficiaires qu'un niveau de revenu extrêmement réduit (100 % du salaire de base, qui se situe très en deçà du niveau moyen des salaires). Par ailleurs, une amélioration du mécanisme de contrôle serait aussi souhaitable. Certes, ces divers types de dépenses pourraient entraîner un déficit budgétaire (alors que le budget présenté initialement pour 1976 laissait apparaître un léger excédent) mais une telle situation paraît tout à fait admissible dans une économie qui fonctionne très en deçà de son potentiel de production.

Dans les circonstances actuelles, il paraît approprié de combiner une politique budgétaire sélective visant à soutenir l'emploi avec le maintien d'une politique monétaire prudente. Compte tenu du risque d'accélération de l'inflation, et de la probabilité d'un important déficit courant, il est important d'éviter une croissance rapide de l'offre de monnaie et des taux d'intérêt trop bas — et même, fortement négatifs en termes réels dans certains cas. Il existe un danger, en particulier, qu'une progression trop rapide de la liquidité intérieure se traduise par un écart défavorable entre les taux d'intérêt intérieurs et ceux pratiqués à l'étranger et entraîne des sorties de capitaux dont l'effet serait déstabilisant. Au delà d'une gestion prudente de la politique monétaire, d'autres problèmes existent, qui concernent la distribution du crédit. On envisage cette année d'accélérer sensiblement l'expansion, déjà rapide, des crédits consentis par les institutions officielles. Ces crédits sont financés par des fonds du Trésor et par des avances de la Banque d'Espagne, et sont destinés essentiellement à soutenir l'agriculture, à financer des opérations d'exportation, et à aider quelques industries. Comme, à l'inverse, on envisage une décélération de la croissance des crédits consentis par le système bancaire, cette restructuration importante des flux financiers risque de provoquer des distorsions, et de créer des tensions sur des secteurs particuliers. Cette orientation de la politique du crédit par le gouvernement paraît discutable.

Compte tenu de la prévision d'une forte augmentation des prix, malgré la faible croissance de la production, on peut se demander si des actions spécifiques sur les prix et les revenus ne pourraient pas se juxtaposer à la politique de gestion de la demande. Mais les possibilités paraissent limitées en ce domaine dans le proche futur. Des subventions budgétaires ou des réductions dans les impôts indirects pour un petit nombre de produits essentiels pourraient contribuer à ralentir la spirale prix/salaires. En contrepartie, les impôts sur des biens moins essentiels pourraient être augmentés — ainsi d'ailleurs que le gouvernement l'a récemment proposé. La poursuite d'actions sélectives de contrôle sur les prix pourrait également exercer, de façon temporaire, un rôle utile. Mais on ne peut trop attendre de ce type d'interventions — contrôle des prix, et, plus encore, fixation de normes sur les salaires — qui, dans le passé, se sont avérées décevantes. Compte tenu des causes multiples qui existent actuellement d'une inflation par les coûts, ce n'est que par des accords à la base, par les deux parties intéressées, sur la modération des prix et des revenus, que

l'on peut arriver à quelques succès. Mais le contexte institutionnel de représentation et de négociation fait défaut en ce domaine.

S'agissant de la balance des paiements, on peut s'attendre à une certaine réduction du déficit courant, grâce, en particulier, à la reprise de l'activité économique dans les principaux pays de l'OCDE et à la dépréciation récente de la peseta. La décision en février, d'abaisser les niveaux officiels d'intervention sur les marchés des changes était justifiée à la fois par l'évolution des coûts et des prix intérieurs, et par les mouvements des autres parités. Dans un contexte de flottement généralisé des monnaies, des ajustements plus souples des taux effectifs de change paraissent préférables : les effets inévitables d'une dépréciation sur les prix intérieurs risquent en effet d'être amplifiés par les réactions des agents économiques en cas de fluctuations brusques. En tout état de cause, le déficit courant restera vraisemblablement substantiel cette année. Parmi d'autres moyens appropriés de financement, il semblerait raisonnable d'accepter une certaine utilisation des réserves officielles, qui irait d'ailleurs dans le sens d'une modération dans la croissance de la liquidité intérieure.

Le problème de la balance des paiements, comme d'autres aspects fondamentaux de la situation économique, ne peut être considéré seulement dans un contexte à court terme. On a indiqué plus haut qu'il y avait des facteurs structurels dans la croissance rapide du déficit commercial de ces dernières années, et que l'augmentation des recettes d'invisibles ne pourra vraisemblablement pas être aussi rapide dans le futur qu'elle l'a été dans le passé. Des mesures spécifiques peuvent être envisagées pour maintenir des recettes élevées pour les services et les transferts : par exemple, des mesures visant à accroître la proportion des touristes à haut niveau de revenus, ou des conditions particulières concernant les dépôts des travailleurs émigrés dans les institutions intérieures de crédit. Mais les efforts pour limiter la taille du déficit commercial devront être plus importants. L'année dernière, le déficit sur les seuls produits agricoles et alimentaires a été de l'ordre de 1 milliard de dollars. Il devrait être possible de corriger une telle situation dans un pays où les travailleurs agricoles représentent 23 % environ de l'emploi total. Mais cela implique une refonte profonde de la politique agricole. L'augmentation rapide du « déficit pétrolier » depuis 1973 montre clairement la nécessité de nouvelles mesures visant à économiser l'énergie, mesures qui comprennent un ajustement suffisant des prix relatifs de l'énergie. Mais l'amélioration du solde commercial dépend aussi de l'efficacité de la politique économique d'ensemble pour éviter les pressions inflationnistes, et améliorer la compétitivité extérieure des industries.

Comme dans d'autres pays, la balance des paiements et le risque d'une inflation élevée font peser une contrainte sur les chances d'un taux de croissance soutenu de l'activité à moyen terme, et mettent en lumière le risque durable d'un haut niveau de chômage. Le problème de l'emploi est particulièrement difficile en Espagne, car il est peu probable que l'émigration nette de travailleurs puisse redevenir importante durant les prochaines années. Un taux de croissance relativement élevé de la production serait nécessaire pour absorber le sous-emploi considérable (déclaré ou déguisé) qui peut se manifester. Certes, la réalisation d'une telle croissance dépend en partie de l'expansion de l'activité et du commerce mondial. Mais le type de croissance économique exercera aussi un rôle important, et cela dépend largement de la politique économique appliquée. L'expansion rapide de l'industrie espagnole depuis le début des années 60 a été associée à des investissements à forte intensité capitaliste. Cela était largement imputable au nécessaire rajeunissement technologique d'un appareil de production désuet. Mais cette évolution a aussi été rendue possible par des taux d'intérêt maintenus artificiellement bas, ce qui a entraîné une distorsion des prix relatifs des facteurs. Les conditions nouvelles du marché du travail semblent rendre nécessaire la révision de cette politique. A cet égard, il faudra favoriser à la fois les investissements incorporant une dose élevée de technologie, qui permettraient le maintien à moyen terme de la compétitivité des produits espagnols sur les marchés

extérieurs, et les investissements créateurs d'emploi. Compte tenu des contraintes extérieures, cette évolution ne sera possible que si l'on assiste par ailleurs au développement de l'épargne intérieure.

La création d'emplois peut aussi être rendue possible à moyen terme par certaines mesures, qui, en même temps, présentent l'avantage de répondre à des aspirations sociales de bien-être. Par exemple, la réduction de la durée excessive du travail dans l'industrie et les services<sup>72</sup>; l'augmentation de la scolarité, avec plus d'accent mis sur la formation professionnelle; et le développement des dépenses publiques, courantes et en capital, dans le domaine de la santé, et des services sociaux<sup>73</sup>. Parce que de telles mesures impliquent une forte augmentation des dépenses publiques, elles rendront plus urgent le besoin d'une réforme visant à accroître les recettes de façon substantielle, et à rendre le poids de la charge fiscale plus équitable. Les précédents rapports de l'OCDE ont déjà insisté sur le niveau très bas, en Espagne, des recettes fiscales par rapport au PIB, et sur le caractère inadéquat de leur structure. Mais une telle réforme de la fiscalité ne peut se concevoir que dans le cadre d'une politique économique d'ensemble. A cet égard, il est évident que les objectifs à moyen terme de la croissance, de l'emploi, et de la balance des paiements, ne peuvent être analysés que dans le contexte d'une éventuelle modification de la politique économique générale, et d'une réforme parallèle des institutions.

---

72 Une loi vient d'être approuvée, réduisant la durée légale du travail à 44 heures par semaine.

73 A cet égard, il convient de noter le relèvement des pensions (30 % environ) intervenu en mai 1976.

## ANNEXE TECHNIQUE

Dans la quatrième partie de l'Étude, sont évoqués un certain nombre de problèmes à moyen terme et quelques-unes des principales hypothèses que l'on peut envisager concernant l'évolution de la balance des paiements et de l'emploi d'ici 1980. Ces hypothèses sont analysées avec plus de détail dans les paragraphes qui suivent.

A *Balance des paiements*

Le tableau 10 du texte montre les taux de croissance des exportations nécessaires pour aboutir à l'un ou l'autre des objectifs fixés. A partir d'un taux de croissance donné du PIB (3 %, 5 % ou 7 % en moyenne annuelle pour la période 1976-80) et des hypothèses complémentaires sur l'élasticité des importations par rapport au PIB (1.2 et 1.4 respectivement), on obtient le montant des importations en 1980 aux prix de 1976. Par la suite, à chaque hypothèse de solde commercial fixée d'avance, correspond mécaniquement un certain taux de croissance du volume des exportations.

Ces hypothèses impliquent, implicitement, que les termes de l'échange restent inchangés au cours de la période 1976-80 au niveau de 1976 alors que, si l'on regarde l'évolution passée, on constate une lente amélioration de 1962 à 1973 puis une forte dégradation de 1973 à 1975<sup>1</sup>, qui se poursuivra vraisemblablement en 1976. Il est extrêmement difficile d'envisager quelle sera l'évolution des termes de l'échange du commerce extérieur de l'Espagne d'ici 1980. Toutefois, de façon très approximative, on peut estimer que chaque point d'amélioration des termes de l'échange se solderait mécaniquement par une réduction du déficit commercial de l'ordre de 0.1 % du PIB.

Tableau A 1 Balance courante en 1980 : Hypothèses sur les invisibles et les prix

	1975	1976	1976-80	1976-80	1980	1980
	Prix courants		Volume	Prix	Aux prix 1976	Aux prix courants
<b>Exportations</b>						
marchandises, fob	447	581	(1)	6		
tourisme	200	243	4	10	284	416
autres	125	157	8	8	214	291
revenu de l'investissement	46	54	—	6	54	68
<b>Total</b>	<b>818</b>	<b>1 035</b>				
<b>Importations</b>						
marchandises, fob	865	1 040	(2)	6		
services	160	192	(2)	8		
revenu de l'investissement	59	90	2	6	98	124
<b>Total</b>	<b>1 084</b>	<b>1 322</b>				
<b>Transferts</b>	66	77	—	8	77	105
<b>Balance des opérations courantes</b>	<b>-200</b>	<b>-210</b>				
<b>PIB</b>		<b>6 884</b>	(3)	8		

1 Voir tableau 10.

2 Voir tableau 10 : trois taux de croissance du PIB ont été retenus (3 %, 5 % et 7 %) et deux élasticités importations, PIB (1.2 et 1.4).

3 3 %, 5 %, ou 7 % par an.

Source : estimations du Secrétariat.

En ce qui concerne l'évolution des invisibles, le tableau A 1 montre les hypothèses retenues. Il faut souligner toutefois le caractère extrêmement aléatoire du choix opéré. Pour ce qui est du tourisme, on peut s'attendre à la fois à une décélération de son évolution en volume et à une progression des prix plus rapide que celle des marchandises et des prix implicites du PIB. En ce qui

1 Si l'on prend comme base 100 l'année 1962, l'indice reflétant les termes de l'échange était de 106 en 1973 et de 85 en 1975.

concerne les autres services, on a retenu un taux de croissance relativement élevé pour les exportations et un taux variable (le même que pour les marchandises) pour les importations. Enfin, le revenu de l'investissement a été supposé se détériorer régulièrement dans la mesure où le déficit courant serait financé par un endettement extérieur croissant. Quant aux transferts des émigrants, la stagnation en volume reflète l'hypothèse du solde migratoire nul retenu pour la période 1976-80 (cf. plus loin). Sur la base de ces hypothèses, on a estimé les différents soldes de la balance des opérations courantes en 1980 qu'on peut associer aux différents taux de croissance du PIB envisagés. Les résultats obtenus sont résumés dans le tableau A 2.

Tableau A 2 Balance courante en pourcentage du PIB en 1980

Hypothèses <sup>1</sup> :	PIB : 3 %		PIB : 5 %		PIB : 7 %	
	Prix 76	Prix 80	Prix 76	Prix 80	Prix 76	Prix 80
Maintien du déficit commercial <sup>2</sup>	-2.8	-2.0	-3.4	-2.6	-3.9	-3.2
Réduction du déficit commercial <sup>3</sup>	-0.1	0.6	-0.7	-0.1	-1.2	-0.7

1 On a retenu l'hypothèse d'une élasticité des importations par rapport au PIB de 1.4. Les hypothèses sur le volume des exportations sont celles du tableau 9 et les hypothèses complémentaires sur les prix celles du tableau A 1.

2 En pourcentage du PIB au cours de la période 1976-80 (6.7 % du PIB).

3 Réduction progressive de 6.7 % du PIB en 1976 à 4 % du PIB en 1980.

Source : estimations du Secrétariat.

## B Emploi

Au regard du rythme élevé de croissance, les créations d'emploi en Espagne ont été relativement modérées depuis le début des années 60, malgré une accélération en fin de période. Deux facteurs expliquent pour l'essentiel cette progression modeste; d'une part, la baisse de l'emploi dans l'agriculture, d'autre part, la forte productivité dans le secteur industriel. Par contre, l'emploi dans les services a rapidement progressé. Dans le même temps, la population active a peu progressé<sup>2</sup>. La baisse du taux d'activité des femmes liée au recul de l'emploi agricole, l'allongement de la scolarité et l'abaissement de l'âge de la retraite effective ont contribué à la baisse du taux d'activité. En outre, la part de la population en âge de travailler (15-65 ans) a fléchi, passant de 64.2 % en 1960 à 62.5 % en 1970. Au total, le taux d'activité a été ramené de 38.7 % en 1960 à 35 % en 1970. Néanmoins, la progression de l'emploi n'a pas suffi à absorber la population active potentielle. Selon les estimations officielles, entre 1960 et 1973, environ 660 000 personnes (actifs et non actifs) ont émigré, le flux d'émigration étant particulièrement important dans la première moitié des années 60.

Certains des facteurs qui expliquent la faible progression de la population active dans les

Tableau A 3 Emploi et productivité

	1974	Emploi <sup>1</sup>			Productivité		
		Variation en moyenne annuelle					
		1960-74	1960-68	1968-74	1960-74	1960-68	1968-74
Total	100.0	0.9	0.7	1.1	6.2	7.0	5.5
Agriculture	23.1	-3.5	-2.9	-3.9	6.9	6.7	7.4
Industrie	27.1	1.5	1.8	0.8	7.7	8.3	7.1
Construction	9.7	3.4	3.1	3.8	5.3	8.0	1.8
Services	40.2	3.8	3.3	4.6	3.3	4.1	2.2

1 Population occupée calculée par l'INE par différence entre la population active (qui diffère de la population active calculée à partir des données du recensement) et la série du chômage « paro estimado ». Le niveau de l'emploi dans cette série est donc nettement supérieur à celui qui ressort de l'enquête sur la population active. C'est ce dernier qui est utilisé dans les projections du tableau A 4.

Source : estimations du Secrétariat.

2 Selon les recensements, la population active a pratiquement stagné entre 1960 et 1970 avec un recul absolu du nombre de femmes actives. Si l'on prend pour 1970 non plus les résultats du recensement, mais celui de l'enquête de l'INE, la progression de la population active entre 1960 et 1970 est en moyenne annuelle de 0.7 %.

années 60 (en particulier l'allongement de la scolarité) devraient nettement moins jouer spontanément dans les années 70. Au contraire, on peut s'attendre — malgré la poursuite probable de l'émigration rurale — à une augmentation du taux d'activité des femmes (de l'ordre de 33 % de la population en âge de travailler en 1974). En outre, une projection de la pyramide des âges fait apparaître une progression d'ici à 1980 de la part de la population âgée de 15 à 65 ans et au sein de celle-ci des tranches d'âge ayant les plus forts taux d'activité. Dans les dernières années, on note une augmentation régulière du rythme de progression de la population active qui passe de 1 % en 1971 à 1.1 % en 1972, 1.2 % en 1973, 1.3 % en 1974.

Dans les cinq années à venir, le taux de croissance spontané (par la seule augmentation de la part de la population ayant entre 15 et 65 ans dans la population totale) devrait être de 1.1 % ou de 1.3 % si l'on suppose que le taux d'activité des femmes augmentera de 1 point<sup>3</sup>. En réalité, d'ici 1980, les résultats découlant de l'une ou l'autre hypothèse sont très voisins. Bien plus que du taux de croissance de la population active, le niveau de l'emploi et du chômage en 1980 dépendent des perspectives de croissance et de productivité d'une part, des flux migratoires de l'autre. Ceux-ci sont autant liés à l'évolution conjoncturelle et institutionnelle du pays d'accueil qu'à l'activité intérieure. C'est pourquoi on a supposé, comme hypothèse technique, que le solde migratoire net serait nul et qu'on n'assisterait pas à des retours importants<sup>4</sup>. Même dans cette hypothèse, il apparaît clairement que le seul maintien du taux de chômage<sup>5</sup> au niveau de 1975 (3.8 %) implique un rythme de croissance du PIB soutenu.

Tableau A 4 Croissance et emploi  
Taux de croissance annuel moyen 1975-80

Population active	1.3	1.1	1.3	1.1
Productivité	5 ½	5 ½	4	4
PIB <sup>1</sup>	7	6 ½	5 ½	5

1 Taux de croissance du PIB compatible avec le maintien du taux de chômage en 1980 au niveau de 1975 (3.8 % de la population active) d'après les hypothèses alternatives sur la croissance de la population active et de la productivité.

Source: estimations du Secrétariat.

3 Une analyse plus précise demanderait la projection de tranches d'âge plus fines qui augmenterait sans doute le taux d'activité moyen.

4 Selon les statistiques des pays d'accueil, la population espagnole résidente en 1974 était de 550 000 en France, 273 000 en Allemagne, 122 000 en Suisse.

5 Les actifs temporairement sans travail (120 000 en 1975) étant compris dans la population employée.

**PAGE BLANCHE**

*ANNEXE STATISTIQUE*

**PAGE BLANCHE**

Tableau A Comptes nationaux<sup>1</sup>  
Milliards de pesetas

	Aux prix courants					Aux prix de 1970				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
<b>1 DÉPENSE</b>										
1 Consommation privée	1 730.2	1 953.4	2 291.8	2 739.7	3 365.4	1 730.2	1 808.5	1 964.8	2 113.3	2 235.4
2 Consommation publique	224.3	256.3	296.7	361.4	456.0	224.3	236.5	248.4	267.6	283.2
3 Formation brute de capital fixe	599.8	621.4	766.9	981.7	1 238.5	599.8	583.4	675.0	771.3	805.6
(a) Construction	362.8	387.8	465.7	597.0	782.7	362.8	358.7	402.9	448.2	473.8
(b) Machines et équipement	237.0	233.6	301.2	384.6	455.8	237.0	224.6	272.1	323.1	331.8
4 Variations des stocks	50.0	63.6	77.3	96.1	139.4	50.0	61.1	69.8	80.6	102.1
5 Exportations de biens et services	339.0	408.5	480.7	592.2	708.9	339.0	383.7	423.5	469.6	462.1
6 moins: Importations de biens et services	368.0	392.4	495.4	638.8	967.6	368.0	374.6	452.6	527.3	552.8
7 Produit intérieur brut aux prix du marché	2 575.3	2 910.7	3 418.0	4 132.3	4 940.6	2 575.3	2 698.6	2 928.8	3 175.2	3 335.5
<b>2 ORIGINE INDUSTRIELLE</b>										
1 Agriculture, sylviculture et pêche	285.1	326.8	364.9	434.2	461.2	285.1	302.8	306.1	318.7	323.7
2 Industries	743.7	831.8	1 003.5	1 211.4	1 478.5	743.7	790.0	906.3	1 003.9	1 061.0
3 Construction	212.0	226.4	263.3	337.6	432.1	212.0	209.6	229.0	248.4	260.6
4 Services	1 183.6	1 374.8	1 599.6	1 911.6	2 324.1	1 183.6	1 246.1	1 323.6	1 437.3	1 511.7
5 PIB au coût des facteurs	2 424.4	2 759.8	3 231.3	3 894.8	4 695.9	2 424.4	2 548.5	2 764.9	3 008.3	3 157.0

1 L'Institut National de la Statistique (INE) a procédé à une révision générale de la comptabilité nationale de l'Espagne. L'année de base a été changée (1970 au lieu de 1964) ainsi que les méthodes d'élaboration des comptes, désormais très proches du SEC (système européen de comptes économiques intégrés). Dans la nouvelle base, le niveau du PIB a été relevé d'environ 17 %. La consommation privée et la formation brute de capital ont été considérablement relevés alors que la consommation publique, les exportations et les importations ont été révisées en baisse. Les nouveaux comptes intègrent d'une façon plus rigoureuse l'ensemble des administrations publiques et reflètent les améliorations introduites dans l'appareil statistique espagnol.

Source: Institut National de Statistique.

Tableau A Comptes nationaux (suite)

Milliards de pesetas

	1970	1971	1972	1973	1974
<b>3 REVENU NATIONAL</b>					
1 Rémunération des salariés	1 245.6	1 443.5	1 753.8	2 136.6	2 661.7
Salaires et traitements bruts	1 077.4	1 238.2	1 502.8	1 831.7	2 280.9
Cotisations sociales à charge des employeurs	168.3	205.3	251.0	304.9	380.8
2 Excédent net d'exploitation	932.1	1 049.0	1 190.4	1 436.3	1 640.5
Revenus des particuliers et des institutions privées sans but lucratif <sup>1</sup>	745.5	831.9	942.1	1 121.3	1 278.8
Revenus non distribués des sociétés, avant déduction des impôts	164.9	202.1	235.3	295.7	337.1
Revenus de la propriété et de l'entreprise des administrations publiques	37.5	31.4	32.0	45.0	50.1
moins: Intérêts payés par les administrations publiques	15.9	16.4	19.0	25.7	25.5
<b>3 REVENU NATIONAL NET AU COÛT DES FACTEURS</b>	<b>2 177.7</b>	<b>2 492.5</b>	<b>2 944.1</b>	<b>3 572.8</b>	<b>4 302.1</b>

1 Déduction faite des intérêts de la dette des consommateurs.

Source: Institut National de Statistique.

Tableau B Emploi et salaires

	1973	1974	1975	1973				1974				1975			
				I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
<b>1 CHÔMEURS<sup>1</sup> En milliers</b>															
1 Agriculture	31.4	29.0	42.9	40.9	30.5	24.1	30.1	30.1	25.2	24.0	36.7	45.1	34.8	36.1	55.5
2 Construction	51.6	55.6	116.6	63.3	54.7	47.5	41.0	45.8	47.9	54.2	74.4	99.8	108.2	118.7	139.7
3 Industrie et services	97.4	97.7	153.3	108.7	100.5	93.0	87.3	89.0	91.1	97.0	113.5	142.2	148.2	151.6	171.2
4 Total	180.4	182.3	312.8	212.9	185.7	164.6	158.4	164.9	164.2	175.2	224.6	287.1	291.2	306.4	366.4
<b>2 INFORMATIONS OBTENUES DES ENQUÊTES TRIMESTRIELLES SUR LES SALAIRES<sup>2</sup></b> <i>Variations en % par rapport à la même période de l'année précédente</i>															
1 Salaire horaire moyen	19.8	26.6		18.3	20.0	19.1	21.1	23.9	25.6	28.7	27.9	34.3	26.7	33.4	
2 Masse salariale totale	19.4	28.6		17.2	19.0	18.4	22.4	26.4	28.0	31.5	28.2	28.6	23.2	25.9	

1 Nombre de chômeurs estimé par le Ministère du travail sur la base des chômeurs inscrits.

2 Ces enquêtes couvrent 2.9 millions de travailleurs du secteur privé non agricole sur un total de 6.7 millions de salariés.

Sources: Institut National de Statistique, Enquêtes trimestrielles sur les salaires, Bulletin mensuel de statistique, Organisation syndicale, statistique de la production industrielle.

Tableau C Main-d'œuvre  
ÉMIGRATION En milliers

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
1 Départs vers les pays européens	97.6	113.7	103.9	96.0	50.7	20.6
vers : la France	22.7	24.3	21.8	11.6	5.6	1.8
l'Allemagne	40.7	30.3	23.3	27.9	0.2	0.1
la Suisse	26.8	51.8	55.8	53.3	42.0	18.0
2 Émigration nette vers les pays d'outre-mer <sup>1</sup>	5.8	5.7	4.9	4.6	4.2	

<sup>1</sup> Depuis 1972, émigration seulement.

Source : Institut Espagnol d'Émigration.

Tableau D Comptes du secteur public  
Dans l'optique de la comptabilité nationale

	1970	1971	1972	1973	1974
<b>1 ADMINISTRATION PUBLIQUE</b> En milliards de pesetas					
1 Impôts directs	93.1	113.0	131.7	164.8	204.7
2 Impôts indirects	210.7	230.1	276.2	348.0	377.0
3 Contributions à la Sécurité sociale	163.7	201.2	262.5	327.8	412.7
4 Autres recettes courantes	60.1	58.2	68.4	82.2	105.2
5 Total des recettes courantes	527.6	602.5	738.8	922.8	1 099.6
6 Dépenses courantes en biens et services	260.8	302.2	358.4	443.5	539.7
7 Subventions et transferts courants	170.2	218.0	251.7	313.6	398.3
8 Total des dépenses courantes	431.0	520.2	610.1	757.1	938.0
9 Épargne nette courante (5 moins 8)	96.7	82.3	128.6	165.7	161.6
10 Recettes en capital	10.9	11.4	14.7	17.0	19.9
11 moins : Investissements bruts	69.0	92.6	91.7	101.2	123.4
12 moins : Transferts en capital	30.5	25.7	33.5	35.7	45.3
13 Total des dépenses en capital	99.5	117.4	125.2	136.9	168.7
14 Excédent financier global (+) ou déficit (—)	+8.0	-24.6	+18.1	+45.8	+12.8
<b>2 ADMINISTRATION CENTRALE</b> En milliards de pesetas					
1 Recettes fiscales	283.4	320.1	381.6	481.8	544.5
2 Revenu de la propriété et de l'entreprise	29.9	22.9	23.2	34.8	48.0
3 Transferts courants	8.6	9.6	11.9	12.3	15.8
4 Taxes, etc.	6.7	9.6	14.2	12.3	14.4
5 Total des recettes courantes	328.6	362.1	430.9	541.2	622.7
6 Biens et services	144.8	162.7	186.0	224.7	270.9
7 Transferts courants	70.5	79.9	85.4	97.1	135.5
8 Subventions	27.5	41.1	44.6	54.8	70.3
9 Autres	12.7	14.0	15.2	21.3	19.8
10 Total des dépenses courantes	255.5	297.7	331.2	397.9	496.5
11 Épargne (5 moins 10)	73.1	64.4	99.7	143.3	126.2
12 Impôts sur le capital	4.3	5.0	6.5	8.0	9.0
13 Transferts en capital	0.1	—	0.1	—	—
14 Total des ressources en capital (11 à 13)	77.5	69.5	106.3	151.3	135.2
15 Formation brute de capital fixe	35.7	49.9	39.5	43.2	51.5
16 Transferts en capital	36.3	42.0	56.7	62.1	75.8
17 Autres	3.2	4.4	2.0	2.2	2.4
18 Total des dépenses en capital (15 à 17)	75.3	96.3	98.2	107.5	129.7
19 Excédent financier global (+) ou déficit (—) (14 moins 18)	+2.2	-26.8	+8.1	+43.8	+5.5

Source : Ministère des Finances « Comptes du Secteur Public ».

Tableau D Comptes du secteur public (suite)

	1970	1971	1972	1973	1974
<b>3 ADMINISTRATION LOCALE</b> <i>En milliards de pesetas</i>					
1 Recettes fiscales	16.7	19.4	21.2	24.2	27.6
2 Revenu de la propriété et de l'entreprise	3.2	3.8	4.1	5.1	5.4
3 Transferts courants	27.1	30.4	32.2	36.5	47.4
3.1 — dont: du budget de l'État	(26.9)	(30.3)	(32.0)	(36.3)	(47.1)
4 Autres	2.1	1.7	2.4	3.1	5.2
5 Total des recettes courantes (1 à 4)	49.0	55.3	59.9	68.9	85.6
6 Biens et services	34.2	40.0	41.5	47.4	66.0
7 Transferts courants	2.2	2.4	2.7	3.3	4.5
8 Autres	2.6	3.4	4.2	5.0	6.1
9 Total des dépenses courantes (6 à 8)	39.1	45.8	48.4	55.7	76.6
10 Épargne (5 moins 9)	9.9	9.5	11.5	13.2	9.0
11 Impôts sur le capital	6.1	6.3	8.2	9.0	10.9
12 Transferts en capital	0.5	0.8	0.7	1.0	1.0
13 Total des ressources en capital (10 à 12)	16.6	16.6	20.4	23.2	20.9
14 Formation brute de capital fixe	13.4	17.3	21.8	26.6	32.0
15 Transferts en capital	0.1	0.1	0.1	—	—
16 Autres	0.9	1.7	1.2	1.5	2.9
17 Total des dépenses en capital (14 à 16)	14.4	19.1	23.1	28.1	34.9
18 Excédent financier global (+) ou déficit (—) (13 moins 17)	+2.2	-2.5	-2.7	-4.9	-14.0
<b>4 SÉCURITÉ SOCIALE</b> <i>En milliards de pesetas</i>					
1 Contributions à la Sécurité sociale <sup>1</sup>	163.7	201.2	262.5	327.8	412.7
2 Transferts	9.0	15.1	19.6	23.4	38.8
3 Autres recettes courantes	5.2	5.3	5.4	5.6	5.6
4 Total des recettes courantes	178.0	221.6	287.5	356.8	457.1
5 Dépenses courantes en biens et services	53.7	67.1	94.1	124.9	155.5
6 Prestations sociales <sup>1</sup>	108.6	143.3	172.6	219.2	274.7
7 Subventions et transferts courants	1.2	1.8	0.2	1.3	-2.0
8 Total des dépenses courantes	163.6	212.3	266.9	345.4	428.2
9 Épargne nette courante <sup>1</sup>	14.4	9.3	20.6	11.4	28.9
10 Formation brute de capital	5.6	6.2	7.9	9.2	12.8
11 Excédent financier global (+) ou déficit (—) <sup>1</sup>	+9.2 <sup>2</sup>	+3.2	+12.7	+2.2	+16.1

1 Les allocations familiales que les entreprises payaient directement aux salariés ont été transformées à partir de 1967 en contributions à la Sécurité sociale et en transferts aux ménages.

2 Y compris 377 millions de transferts en capitaux.

Source: Ministère des Finances « Comptes du Secteur Public ».

Tableau E Recettes fiscales  
Milliards de pesetas

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1975	1976
	Résultats						Prévisions	
<b>I IMPÔTS DIRECTS :</b>								
1 Sur les exploitations agricoles	1.2	1.6	1.7	1.6	1.8	1.9	2.2	2.5
2 Sur les propriétés bâties	4.5	5.3	6.3	7.6	10.2	12.1	13.1	14.7
3 Sur les revenus du travail	21.4	27.4	34.7	48.9	69.8	93.2	74.1	96.5
4 Sur les revenus du capital	8.6	10.5	11.8	14.5	15.9	25.2	21.0	45.0
5 Sur les revenus des sociétés	27.3	31.7	37.2	45.8	57.5	69.4	64.4	77.3
6 Sur les revenus des entreprises individuelles	9.8	11.0	12.6	13.1	16.9	21.1	20.3	23.2
7 Sur les revenus des personnes physiques	3.3	4.0	5.0	6.2	5.7	7.8	9.0	10.5
8 Sur les successions	3.9	4.5	5.7	7.0	8.3	9.5	9.5	10.2
9 Autres	2.0	2.6	2.6	2.8	3.4	6.2	5.7	7.6
<b>TOTAL IMPÔTS DIRECTS</b>	<b>82.0</b>	<b>98.6</b>	<b>117.6</b>	<b>147.5</b>	<b>189.5</b>	<b>246.4</b>	<b>219.3</b>	<b>287.5</b>
<b>II IMPÔTS INDIRECTS :</b>								
1 Droits de douanes et impôts de compensation	28.5	24.2	32.0	42.3	44.5	50.2	49.1	50.1
2 Impôts sur la dépense <sup>1</sup>	59.8	68.9	78.8	92.3	111.3	111.6	134.5	141.6
3 Impôts sur les produits de luxe	38.9	43.7	49.7	63.2	68.4	80.3	90.3	90.3
4 Monopoles fiscaux	23.4	21.8	26.6	35.2	9.0	23.9	14.2	39.5
5 Droits d'enregistrement et de timbres	22.9	25.7	32.0	41.4	53.0	60.6	66.8	73.1
6 Autres	0.6	0.6	0.6	0.4	0.6	0.4	0.1	0.1
<b>TOTAL IMPÔTS INDIRECTS</b>	<b>174.1</b>	<b>184.9</b>	<b>219.7</b>	<b>274.8</b>	<b>286.8</b>	<b>327.0</b>	<b>355.0</b>	<b>394.7</b>
<b>TOTAL DES IMPÔTS</b>	<b>256.1</b>	<b>283.5</b>	<b>337.3</b>	<b>422.3</b>	<b>476.3</b>	<b>573.4</b>	<b>574.3</b>	<b>682.2</b>

1 Y compris les impôts spéciaux sur la dépense et, depuis 1964, y compris également l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Source: Ministère des Finances.

Tableau F Monnaie et crédit  
En milliards de pesetas

	1973				1974				1975				Encours au 31 déc. 1975
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	
<b>1 BILAN CONSOLIDÉ DU SYSTÈME BANCAIRE<sup>1</sup></b>													
<i>Variations trimestrielles</i>													
<b>I Passif:</b>													
1 Masse monétaire	-17.0	85.9	42.1	151.8	-38.7	74.3	12.8	198.0	-101.4	100.1	62.5	246.2	1 955.8
2 Quasi-monnaie	96.2	104.7	127.1	125.9	97.9	94.0	109.1	157.5	134.7	94.8	140.4	151.6	3 275.0
3 Total	79.2	190.6	169.2	277.7	59.2	168.3	121.9	355.5	33.3	194.9	202.9	397.8	5 320.8
4 Bons de caisse	4.0	5.5	5.7	15.4	15.0	11.7	4.2	7.6	16.3	11.8	5.8	8.0	147.3
Passif = Actif	83.2	196.1	174.9	293.1	74.2	180.0	126.1	363.1	49.6	206.7	208.7	405.8	5 378.1
<b>II Actif:</b>													
5 Secteur public	15.8	-15.0	2.5	4.4	25.6	-5.2	20.8	4.1	23.9	37.2	12.2	-9.5	419.0
(a) Avances nettes :	16.9	-13.6	0.7	1.7	18.2	1.9	38.8	24.1	30.3	52.6	15.3	1.1	282.5
(i) à l'Administration centrale	20.8	-14.7	-7.0	6.7	26.1	-8.6	16.4	30.7	34.0	35.7	-2.3	1.5	161.0
(ii) aux établissements autonomes <sup>2</sup>	-3.9	1.1	7.7	-5.0	-7.9	10.5	22.4	-6.6	-3.7	16.9	17.6	-0.4	121.5
(b) Achats de titres publics	2.1	4.4	6.7	14.7	14.1	4.6	-4.7	-5.4	17.7	8.5	22.0	13.5	581.5
(c) moins: Prêts aux institutions officielles de crédit	-3.1	-5.8	-4.8	-12.0	-6.7	-11.7	-13.3	-14.6	-24.2	-23.9	-25.2	-24.1	-445.0
6 Secteur privé	115.9	188.2	158.2	238.9	138.8	219.7	156.6	343.4	164.1	227.2	213.5	350.2	5 032.5
(a) Avances et effets escomptés <sup>3</sup>	94.6	165.6	141.9	211.9	121.6	199.8	117.4	295.3	138.0	187.5	162.0	314.5	4 360.6
(b) Obligations et actions <sup>4</sup>	21.3	22.6	16.3	27.0	17.2	19.9	39.2	48.1	26.2	39.8	51.5	35.7	671.8
7 Secteur extérieur	14.7	12.4	34.3	1.7	-23.3	-48.6	2.2	-53.0	-48.6	-6.8	-7.5	-47.6	110.3
8 Autres actifs et passifs (net)	-63.2	10.5	-20.1	48.1	-66.9	14.1	-53.5	68.6	-89.8	-50.9	-9.5	112.7	-183.7

1 Banque d'Espagne, banques commerciales, banques industrielles, Caisses d'Épargne et Institutions officielles de crédit.

2 Y compris les avances à l'Office des Céréales (SNC).

3 Y compris le solde net du compte « banques et banquiers ».

4 Chiffres affectés par la réévaluation des actifs à partir de décembre 1966.

Source: Banque d'Espagne.

Tableau F Monnaie et crédit (suite)

	1971	1972	1973	1974	1975
<b>2 LIQUIDITÉS DES BANQUES</b>					
<i>Variations, en milliards de pesetas:</i>					
1 Encaisse	46.7	10.1	20.8	59.3	19.8
2 Crédits de la Banque centrale	-37.9	10.2	1.0	75.1	23.6
3 Effets publics	53.6	30.2	12.8	28.8	54.3
<i>Ratios par rapport aux dépôts; en fin de période (pourcentages)</i>					
1 Encaisse	9.3	7.9	7.1	8.1	7.5
2 Effets publics	19.8	17.2	14.1	12.8	12.6
<b>3 ÉTABLISSEMENTS OFFICIELS DE CRÉDIT</b>					
<i>Variations en milliards de pesetas</i>					
<i>Actif:</i>					
1 Encaisse	6.4	-1.9	0.3	-2.1	2.0
2 Crédit au secteur public	8.6	8.8	9.4	13.8	18.5
3 Crédit au secteur privé	10.2	-5.4	17.4	48.7	81.4
<i>Actif = Passif</i>	25.2	1.5	27.1	60.4	101.9
4 Transferts du Gouvernement	20.5	17.7	25.5	45.9	97.4
5 Avances du système bancaire	0.6	-4.8	—	—	—
6 Autres actifs et passifs (net)	4.1	-11.4	1.6	14.5	4.5
<b>4 MARCHÉ DES CAPITAUX</b>					
<i>Émissions, en milliards de pesetas:</i>					
1 Titres publics	76.5	64.8	24.8	42.2	
Administration centrale <sup>1</sup>	68.1	47.5	12.1	27.6	71.3
INI	8.4	17.3	12.7	14.6	
2 Titres privés	116.9	156.5	233.7	273.5	295.1
Obligations	43.7	70.4	120.2	129.7	155.0
Actions <sup>2</sup>	72.9	86.1	113.5	143.8	140.1
3 Total	193.4	221.3	258.5	315.7	

1 A l'exclusion des Bons du Trésor à court terme.

2 Non compris les émissions d'actions libérées.

Sources: Banque d'Espagne et INE.

Tableau G Balance des paiements  
Millions de dollars

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
1 Importations (fob)	4 357	4 577	6 236	8 912	14 334	15 067
2 Exportations (fob)	2 483	2 978	3 920	5 367	7 265	7 789
3 BALANCE COMMERCIALE	-1 874	-1 599	-2 316	-3 545	-7 069	7 278
4 Voyages à l'étranger	1 543	1 878	2 230	2 878	2 807	3 095
5 Autres services	-249	-191	-209	-189	-96	-439
6 Remises des émigrants	467	548	599	913	860)	1 164
7 Autres transferts privés	192	224	276	508	370)	
8 Transferts du secteur public	—	-5	-9	-7	-8	-19
9 Total des services et transferts (4 à 8)	1 953	2 454	2 887	4 103	3 933	3 801
10 BALANCE COURANTE	79	855	571	558	-3 136	-3 477
11 Capital privé à long terme	698	601	934	814	1 427	1 814
12 Capital public à long terme	-27	-103	-2	-46	53	612 <sup>1</sup>
13 Capital à long terme, total	671	498	932	768	1 480	2 426
14 BALANCE DE BASE	750	1 353	1 503	1 326	-1 656	-1 050
15 Capital à court terme, erreurs et omissions	66	-98	-135	231	857	957
16 MOUVEMENTS MONÉTAIRES (augmentation des avoirs = —) dont :	-813	-1 257	-1 367	-1 555	799	93
17 Variation des réserves	-809	-1 358	-1 496	-1 207	821	137

1 Y compris 581 millions de dollars de tirage sur le FMI au titre de l'« oil facility ».

Source : Ministère du Commerce.

Tableau H Commerce extérieur  
En milliards de pesetas

	1971	1972	1973	1974	1975	1971	1972	1973	1974	1975
	1 IMPORTATIONS					2 EXPORTATIONS				
1 Produits agricoles et alimentaires	62.3	73.7	98.6	139.5	156.9	64.9	70.1	90.6	101.1	100.6
2 Produits minéraux	12.2	15.5	18.7	30.1	31.1	4.0	4.1	4.5	7.6	11.4
3 Produits pétroliers	57.0	63.1	72.9	225.5	240.5	8.8	8.9	14.3	27.7	14.6
4 Produits chimiques	43.5	54.7	69.2	103.7	92.1	15.6	18.1	22.9	43.3	39.4
5 Peaux et cuirs	4.5	9.1	9.8	8.4	10.1	4.3	6.2	7.5	9.6	9.9
6 Bois et liège	7.5	9.1	15.6	20.2	13.4	4.0	4.7	5.3	6.9	6.6
7 Pâtes, papier et livres	8.6	11.3	13.2	20.2	20.2	7.5	9.4	10.1	15.1	16.1
8 Coton brut, textiles et vêtements	14.4	18.9	24.4	31.8	28.5	11.2	15.4	16.6	22.5	22.5
9 Verre et poterie	3.4	4.8	6.9	8.7	8.2	3.9	4.4	5.4	8.1	9.8
10 Métaux et produits en métaux	34.3	39.7	50.7	78.4	82.3	19.0	24.4	32.2	38.0	55.2
11 Matériel et équipement	70.3	90.8	116.5	142.5	163.7	22.5	23.9	29.2	44.9	53.8
12 Matériel de transport	10.9	21.5	31.9	37.2	32.2	20.9	29.0	35.7	45.5	58.5
dont :										
Automobiles, camions et tracteurs	7.3	11.3	17.2	19.5	21.2	8.4	10.1	16.7	21.0	32.1
Avions (import.) bateaux (export.)	1.2	8.1	11.7	11.8	6.3	10.5	16.7	16.1	22.6	23.4
13 Autres	18.5	25.4	33.1	42.5	53.0	19.0	26.6	28.4	37.7	43.0
14 Total	347.4	437.6	561.5	888.7	932.2	205.6	245.2	302.7	408.0	441.4
15 Total moins produits agricoles et alimentaires	285.1	363.9	462.9	749.2	775.3	140.7	175.1	212.1	306.9	340.8

Source: Bureau des Douanes.

Tableau H Commerce extérieur (suite)  
 3 EXPORTATIONS PAR GROUPES DE PRODUITS ET DESTINATION  
 En milliards de pesetas

	Aux pays de l'OCDE			Aux pays non-OCDE <sup>2</sup>			Total général	
	Produits agricoles <sup>1</sup>	Autres	Total	Produits agricoles <sup>1</sup>	Autres	Total		
1970	48.8	70.6	119.4	9.8	37.8	47.6	167.0	
1971	54.3	97.4	151.7	9.0	44.9	53.9	205.6	
1972	58.5	122.8	181.3	10.0	53.9	63.9	245.2	
1973	74.4	147.9	222.3	14.4	65.9	80.3	302.7	
1974	81.3	210.8	292.1	16.7	99.2	115.9	408.0	
1975	82.7	212.1	294.8	15.0	131.3	146.3	441.1	
1973	I	21.6	36.2	57.8	3.4	14.3	17.7	75.5
	II	17.4	35.6	53.0	3.7	15.9	19.6	72.6
	III	15.9	34.7	50.6	3.9	17.9	21.8	72.4
	IV	19.5	41.4	60.9	3.4	17.9	21.3	82.2
1974	I	22.2	47.0	69.2	2.6	19.9	22.5	91.7
	II	17.5	53.5	71.0	4.2	25.6	29.8	100.8
	III	11.5	48.7	60.2	4.6	24.5	29.1	89.3
	IV	30.1	61.6	91.7	5.3	29.2	34.5	126.2
1975	I	27.8	51.0	78.8	2.6	30.4	33.0	111.8
	II	17.7	55.5	73.2	3.8	32.8	36.6	109.8
	III	11.6	42.7	54.3	3.8	32.1	35.9	90.2
	IV	25.6	62.9	88.5	4.8	36.0	40.8	129.3

1 Sections 0, 1 et 4 de la CTCl.

2 Y compris non spécifiés.

Source: Bureau des Douanes.

Tableau I Réserves publiques de change  
Millions de dollars

	1971		1972		1973		1974		1975	
	Juin	Déc.								
1 Or	498	498	541	541	542	602	602	602	602	602
2 Devises convertibles	1 625	2 480	3 305	4 138	4 826	5 764	5 170	5 042	4 963	5 064
3 Position nette au FMI	104	104	113	113	113	125	125	146	—	—
4 Droits de tirage spéciaux	81	87	140	140	140	155	156	162	156	146
5 Total des avoirs étrangers	2 308	3 169	4 099	4 932	5 621	6 646	6 053	5 952	5 722	5 813
6 moins: Engagements vis-à-vis de l'étranger	44	17	9	9	3	4	6	8	11	14
7 Réserves publiques de change	2 264	3 152	4 090	4 923	5 618	6 642	6 047	5 944	5 711	5 799
<i>Pour mémoire</i>										
Devises non convertibles (net)	42	42	18	1	43	32	40	23	62	44

Source: Banque d'Espagne.

*COMPARAISONS INTERNATIONALES*

STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES

			Australie	Autriche	Belgique	Canada	Dane-mark	Finlande	France	Alle-magne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxem-bourg	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royau-me-Uni	États-Unis	Yougo-slavie <sup>1</sup>	
POPULATION	Accroissement moyen annuel net	Mi-1973	13 132	7 521	9 742	22 125	5 027	4 643 <sup>2</sup>	52 177	61 967	8 972	212	3 051	54 888 <sup>3</sup>	108 350 <sup>4</sup>	350	13 438	2 932	3 961	8 564	34 730	8 138	6 431	37 930	56 026	210 404	20 960	
		1963 à 1973	1.87	0.48	0.48	1.55	0.71	0.26	0.88	0.77	0.57	1.37	0.68	0.70	1.22	0.77	1.17	1.46	0.77	-0.46	1.06	0.68	1.09	2.49	0.43	1.07	0.95	
EMPLOI	Emploi civil total	1973	5 640	3 039	3 818	8 759	2 385	2 153	20 953	26 202	(3 320)	(88)	1 042	18 310	52 330	154	4 564	1 137	1 654	(3 109)	12 844	3 879	3 097	13 810	24 553	84 409	8 009 <sup>5 10</sup>	
		Agriculture	7.2	16.1	3.9	6.5	9.5	17.1	12.2	7.5	(34.1)	(15.9)	25.1	17.4	13.4	9.0	6.8	12.1	11.4	(28.8)	26.5	7.1	(7.3)	63.4	3.0	4.1	49.5	
		Industrie <sup>6</sup>	35.5	40.1	43.3	31.3	33.8	35.7	39.3	49.5	43.0	(25.7)	(37.5)	30.7	44.0	37.2	48.6	36.2	34.7	33.9	(33.8)	38.0	36.8	(46.2)	15.1	42.3	31.7	
		Autres activités	57.3	43.8	52.8	62.2	56.7	47.1	48.5	43.0	(40.2)	(46.6)	44.2	38.6	49.4	42.4	57.1	53.2	54.7	(37.4)	35.5	56.1	(46.5)	21.5	54.7	64.2	50.5	
PRODUCTION	PIB <sup>7</sup> par habitant	1973	4 900	3 550	4 650	5 410	5 460	3 720	4 900	5 610	1 790	4 870	2 130 <sup>13</sup>	2 510	3 760	5 200	4 410 <sup>13</sup>	4 080 <sup>17</sup>	4 780	1 250	1 750	6 140	6 190	540	3 100	6 170	792 <sup>13</sup>	
		1973	7.1 <sup>9 10 11</sup>	5.8	3.9	5.2 <sup>11</sup>	8.2 <sup>11</sup>	12.0	6.3	2.9	20.4 <sup>11</sup>	..	..	8.8	5.9	4.4 <sup>11 12</sup>	5.3 <sup>11 13</sup>	18.8 <sup>12</sup>	5.6	16.3 <sup>11</sup>	12.7 <sup>11</sup>	3.8	..	26.1	3.0 <sup>11</sup>	4.4	16.6 <sup>11 13</sup>	
		PIB par secteur :	En % du total	41.4 <sup>9 10 11</sup>	50.1	40.1	36.2 <sup>11</sup>	39.9 <sup>11</sup>	44.2	52.1	32.4 <sup>11</sup>	..	..	33.8 <sup>11 13</sup>	41.2	48.3	57.5 <sup>11 12</sup>	44.9 <sup>11 13</sup>	28.0 <sup>12</sup>	33.4	43.2 <sup>11</sup>	35.5 <sup>11</sup>	36.6	..	28.8	42.4 <sup>11</sup>	33.9	46.6 <sup>11 13</sup>
		Autres secteurs	51.5 <sup>9 10 11</sup>	44.1	56.1	58.6 <sup>11</sup>	51.9 <sup>11</sup>	43.8	93.7	45.0	47.2 <sup>11</sup>	..	..	48.2 <sup>11 13</sup>	50.0	45.9	38.1 <sup>11 12</sup>	49.8 <sup>11 13</sup>	53.2 <sup>12</sup>	61.0	40.6 <sup>11</sup>	51.8 <sup>11</sup>	59.6	..	45.1	54.6 <sup>11</sup>	61.7	36.8 <sup>11 13</sup>
Croissance annuelle du PIB <sup>7 14</sup> en volume	1973	5.6	5.5	5.4	6.8	3.9	6.0	6.0	5.3	9.4	6.2	7.2	6.4	11.0	7.5	4.2	4.8 <sup>17</sup>	3.7	7.6	7.4	3.3	3.5	4.6	5.3	5.9	..		
	1968 à 1973	5.1	6.4	5.5	5.2	4.7	6.8	6.0	5.1	8.9	6.3	4.6	4.3	9.5	5.2	5.3	3.1 <sup>17</sup>	4.5	6.4	7.0	3.2	4.6	6.2	2.8	3.6	..		
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE	Consommation privée par habitant	1973	2 850	1 870	2 810	3 080	3 050	1 910	2 913	3 000	1 200	2 990	1 370	1 620	1 910	2 780	2 430	2 410 <sup>17</sup>	2 530	900	1 170	3 240	3 640	320	1 960	3 840	425 <sup>13</sup>	
		Dépenses d'enseignement publiques	1970	4.3	4.7	5.4 <sup>15</sup>	8.6	7.0	6.3	4.7	4.0	2.2	4.3	4.8 <sup>15</sup>	4.3	4.1	4.4	7.3 <sup>15</sup>	4.4 <sup>15</sup>	5.9	2.0	2.4	7.8	4.2	2.9	5.5 <sup>15</sup>	5.4 <sup>15</sup>	4.3 <sup>16</sup>
		Voitures de tourisme, pour 1 000 habitants	1971	314	177	212	321	231	163	260	239	30	222	140	209	100	296	211	324	206	72	81	290	233	4 <sup>12</sup>	219	443	42
		Postes de télévision, pour 1 000 habitants	1972	227	226	236	349 <sup>10</sup>	282	256	237	293	31 <sup>10</sup>	220	173	202	225	220 <sup>10</sup>	243 <sup>10</sup>	250	241	63	145	333	239	4	305	474	113
		Postes de téléphone, pour 1 000 habitants	1972	340	226	240	499	377	295	199	268	160	370	114	206	315	361	299	458	320	99	164	576	535	19	314	628	44
		Médecins, pour 1 000 habitants	1971	1.25	1.87	1.60	1.50	1.41 <sup>12</sup>	1.11	1.38	1.71 <sup>12</sup>	1.67	1.44	1.09 <sup>12</sup>	1.83	1.15	1.07	1.31	1.16	1.45	0.98	1.39	1.36 <sup>12</sup>	1.67	0.45	1.29	1.57 <sup>12</sup>	1.06
		Équipement et outillage	Moyenne 1968-72	25.8 <sup>9</sup>	29.0	20.8	21.4 <sup>18</sup>	23.6	24.1	26.3	25.9	25.7 <sup>19</sup>	28.7	24.2	19.8	38.7	23.6	25.3	..	..	19.0	24.2	23.1	27.8 <sup>20</sup>	16.9 <sup>21</sup>	19.6	17.0 <sup>22</sup>	..
		Construction de logements	En % du PIB <sup>7</sup>	10.9	12.5	8.8	7.9	12.1	8.9	12.0	12.4	8.2	8.6	12.2	8.4	32.1 <sup>23</sup>	..	10.5	..	..	8.8	12.8	8.6	9.5	5.8	9.5	7.0 <sup>22</sup>	..
Autres constructions	En % du PIB <sup>7</sup>	5.2	16.5 <sup>24</sup>	4.7	4.4	4.6	5.8	6.5	5.2	8.0	5.3	4.3	5.9	6.6	..	5.7	..	..	2.7	3.7	5.0	7.1	3.3	3.5	3.5	..		
SALAIRES/PRIX	Gains horaires <sup>26</sup> Accroissement annuel 1967 à 1972	1972	7.6 <sup>27 28</sup>	9.3 <sup>29</sup>	10.2	8.2 <sup>27</sup>	12.4 <sup>30</sup>	11.8	11.3 <sup>31</sup>	9.3 <sup>27</sup>	8.3 <sup>27</sup>	18.3 <sup>32</sup>	13.5 <sup>27</sup>	11.2 <sup>33</sup>	15.6 <sup>34</sup>	..	10.4 <sup>35</sup>	10.3 <sup>27</sup>	10.0 <sup>30</sup>	10.2 <sup>36</sup>	12.6 <sup>37</sup>	9.9 <sup>38</sup>	6.5 <sup>39</sup>	12.8 <sup>37</sup>	9.6 <sup>40</sup>	6.0 <sup>41</sup>	16.1 <sup>36 37</sup>	
		Prix à la consommation	4.2	4.3	4.0	3.9	6.2	5.5	5.6	3.8	2.6	13.3	7.6	3.9	5.8	3.9	6.2	6.5	6.1	8.6	5.8	5.0	4.3	10.5	6.6	4.6	11.3	
		Indice des prix dérivé du PIB <sup>7</sup>	5.8	4.4	4.6	4.0	6.4	6.5	5.5	5.2	2.9	17.2	9.3	5.0	4.8	5.9	6.6	6.9 <sup>17</sup>	..	4.3	6.0	5.2	6.0	10.5	6.6	4.4	..	
COMMERCE EXTÉRIEUR	Importations <sup>42</sup>	1972	6 180	6 290	14 570	23 130	6 080	3 680	32 070	51 150	2 530	300	2 240	23 600	24 910	1 050	20 100	1 980	5 810	2 630	7 250	9 590	9 710	1 400 <sup>10</sup>	33 620	74 830	3 820	
		En % du PIB <sup>7</sup>	13.2	30.9	40.9	21.8	28.6	27.4	16.4	19.9	20.7	39.5	40.6	20.1	8.5	77.8	43.4	23.1	38.3	32.2	16.2	23.2	32.6	10.9	21.8	6.3	23.2	
		Exportations <sup>42</sup>	7 500	6 220	15 430	23 530	6 240	3 700	33 760	55 730	1 470	290	1 930	24 040	31 800	1 100	21 320	2 320	6 060	2 220	7 190	10 110	9 720	900 <sup>10</sup>	33 350	62 690	3 480	
		En % du PIB <sup>7</sup>	16.0	30.5	43.4	22.4	29.4	27.5	17.2	21.6	12.0	38.2	35.0	20.4	10.8	81.5	46.1	27.1	39.9	27.1	16.1	24.4	32.7	7.0	21.6	5.3	21.2	
BALANCE DES PAIEMENTS	Balance des opérations courantes. Moyenne 1968-72	En % du PNB	-2.1 <sup>9</sup>	-0.4	2.5 <sup>44</sup>	0.0	-2.1	-1.2	-0.2	0.8	-3.6	-4.2	-3.3	2.1	1.7	—	0.3	1.4	-1.0	3.3	0.5	-0.1	1.3	-0.5	0.8	-0.2	..	
		Réserves officielles <sup>43</sup> , fin 1973 : en pourcentage des importations de marchandises en 1973	88.3	42.4	23.3 <sup>44</sup>	24.7	17.2	14.8	22.8	60.8	30.1	28.1	36.7	23.1	32.0	—	26.9	119.8	25.3	99.1	70.3	23.9	69.5	102.8	16.7	20.8	32.9	
		Variation	-182	906	445 <sup>44</sup>	-179	61	-155	2 986	-487	46	121	-847	-317	—	96	202	169	—	4 <sup>45</sup>	1 128	806	-661 <sup>45</sup>	-1 752	-1 752	751	-220	

- 1 Source nationale.
- 2 Ce chiffre ne comprend pas le mouvement total net de population entre la Finlande et les autres pays nordiques.
- 3 Population résidente totale.
- 4 A partir de 1972, y compris la préfecture d'Okinawa.
- 5 Secteur privé et socialisé.
- 6 Suivant la définition retenue dans les Statistiques de main-d'œuvre de l'OCDE : industrie extractive, industrie manufacturière, construction et services publics (électricité, gaz et eau).
- 7 PIB aux prix courants.
- 8 Aux prix et aux taux de change courants.
- 9 Année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet.
- 10 1971.
- 11 PIB au coût des facteurs.
- 12 1970.
- 13 1972.
- 14 Aux prix de 1970.
- 15 1969.
- 16 1968.
- 17 Année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> avril.
- 18 Non compris les coûts afférents au transfert de biens fonciers et d'avoirs existants.
- 19 Non compris les bateaux opérant outre-mer.
- 20 1965-1969.
- 21 1967-1971.
- 22 Les dépenses en équipement et outillage de l'État et des entreprises publiques sont incluses dans les dépenses courantes de l'État.
- 23 Les « autres constructions » sont incluses dans « équipement et outillage ». Le matériel lourd et les navires en cours de construction, destinés au marché intérieur, sont inclus dans la formation de capita fixe.
- 24 Les « autres constructions » sont incluses dans la « construction de logements ».
- 25 Y compris les coûts afférents au transfert de biens fonciers.
- 26 Dans l'industrie.
- 27 Industrie manufacturière.
- 28 Hommes.
- 29 Gains mensuels, ouvriers.
- 30 Industrie extractive et industrie manufacturière, hommes.
- 31 Taux horaires dans l'industrie manufacturière.
- 32 Taux de salaires horaires, ouvriers non qualifiés.
- 33 Taux horaires dans l'industrie manufacturière, allocations familiales non comprises.
- 34 Gains mensuels dans l'industrie manufacturière. Paiements effectifs primes comprises, travailleurs réguliers.
- 35 Taux horaires dans l'industrie, hommes.
- 36 Gains mensuels.
- 37 Industrie manufacturière, y compris les employés.
- 38 Industrie extractive et industrie manufacturière.
- 39 Taux horaires.
- 40 Taux horaires dans l'industrie manufacturière, hommes.
- 41 Industrie manufacturière, gains bruts par ouvrier.
- 42 Biens et services, non compris les revenus de facteurs.
- 43 Y compris la position de réserve au FMI et les droits de tirage spéciaux.
- 44 Y compris le Luxembourg.
- 45 Octobre 1974 - Octobre 1975.

NOTE. Les chiffres entre parenthèses représentent des estimations du Secrétariat de l'OCDE.

Source: Pour tous les sujets et tous les pays, à l'exception de la Yougoslavie (pour les sources nationales spéciales voir ci-dessus) : OCDE : Statistiques de la population active. Principaux indicateurs économiques, Comptes nationaux, Balance des paiements, l'« Observateur ». Statistiques du commerce extérieur (série A); Office statistique des Communautés européennes, Statistiques de base de la Communauté; FMI, Statistiques financières internationales; NU, Annuaire statistique.

**OECD SALES AGENTS  
DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE**

**ARGENTINA - ARGENTINE**

Carlos Hirsch S.R.L.,  
Florida 165, BUENOS-AIRES.  
☎ 33-1787-2391 Y 30-7122

**AUSTRALIA - AUSTRALIE**

International B.C.N. Library Suppliers Pty Ltd.,  
161 Sturt St., South MELBOURNE, Vic. 3205.  
☎ 69.7601  
658 Pittwater Road, BROOKVALE NSW 2100.  
☎ 938 2267

**AUSTRIA - AUTRICHE**

Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1. ☎ 52.22.35

**BELGIUM - BELGIQUE**

Librairie des Sciences  
Coudenberg 76-78, B 1000 BRUXELLES 1.  
☎ 512-05-60

**BRAZIL - BRÉSIL**

Mestre Jou S.A., Rua Guaiçá 518,  
Caixa Postal 24090, 05089 SAO PAULO 10.  
☎ 216-1920  
Rua Senador Dantas 19 4/205-6, RIO DE  
JANEIRO GB. ☎ 232-07.32

**CANADA**

Publishing Centre/Centre d'édition  
Supply and Services Canada/Approvisionnement  
et Services Canada  
270 Albert Street, OTTAWA K1A 0S9, Ontario  
☎ (613)992-9738

**DENMARK - DANEMARK**

Munksgaards Boghandel  
Nørregade 6, 1165 KØBENHAVN K.  
☎ (01) 12 69 70

**FINLAND - FINLANDE**

Akateeminen Kirjakauppa  
Keskuskatu 1, 00100 HELSINKI 10. ☎ 625.901

**FRANCE**

Bureau des Publications de l'OCDE  
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.  
☎ 524.81.67

Principaux correspondants:  
13602 AIX-EN-PROVENCE: Librairie de  
l'Université. ☎ 26.18.08

38000 GRENOBLE: B. Arthaud. ☎ 87.25.11  
31000 TOULOUSE: Privat. ☎ 21.09.26

**GERMANY - ALLEMAGNE**

Verlag Weltarchiv G.m.b.H.  
D 2000 HAMBURG 36, Neuer Jungfernstieg 21  
☎ 040-35-62-500

**GREECE - GRECE**

Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,  
ATHENES 132. ☎ 322.21.60

**HONG-KONG**

Government Information Services,  
1A Garden Road,  
☎ H-252281-4

**ICELAND - ISLANDE**

Snaebjörn Jónsson and Co., h.f.,  
Hafnarstráti 4 and 9, P.O.B. 1131,  
REYKJAVÍK. ☎ 13133/14281/11936

**INDIA - INDE**

Oxford Book and Stationery Co.:  
NEW DELHI, Scindia House. ☎ 47388  
CALCUTTA, 17 Park Street. ☎ 24083

**IRELAND - IRLANDE**

Eason and Son, 40 Lower O'Connell Street,  
P.O.B. 42, DUBLIN 1. ☎ 74 39 35

**ISRAEL**

Emanuel Brown:  
35 Allenby Road, TEL AVIV. ☎ 51049/54082  
also at:

9, Shlomzion Hamalka Street, JERUSALEM.

☎ 234807

48 Nahliath Benjamin Street, TEL AVIV.

☎ 53276

**ITALY - ITALIE**

Libreria Commissionaria Sansoni:  
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE. ☎ 579751  
Via Bartolini 29, 20155 MILANO. ☎ 365083

Sous-dépôtaires:

Editrice e Libreria Herder,  
Piazza Montecitorio 120, 00186 ROMA.

☎ 674628

Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO.

☎ 865446

Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO.

☎ 519274

La diffusione delle edizioni OCDE è inoltre assicurata dalle migliori librerie nelle città più importanti.

**JAPAN - JAPON**

OECD Publications Centre,  
Akasaka Park Building,  
2-3-4 Akasaka,  
Minato-ku  
TOKYO 107. ☎ 586-2016  
Maruzen Company Ltd.,  
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO 103,  
P.O.B. 5050, Tokyo International 100-31.  
☎ 272-7211

**LEBANON - LIBAN**

Documenta Scientifica/Redico  
Edison Building, Bliss Street,  
P.O.Box 5641, BEIRUT. ☎ 354429 - 344425

**THE NETHERLANDS - PAYS-BAS**

W.P. Van Stockum  
Kuijnhof 36, DEN HAAG. ☎ 070-65.68.08

**NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZELANDE**

The Publications Manager,  
Government Printing Office,  
WELLINGTON: Mulgrave Street (Private Bag),  
World Trade Centre, Cubacade, Cuba Street,  
Rutherford House, Lambton Quay ☎ 737-320  
AUCKLAND: Rutland Street (P.O.Box 5344)  
☎ 32.919

CHRISTCHURCH: 130 Oxford Tce. (Private Bag)  
☎ 50.331

HAMILTON: Barton Street (P.O.Box 857)  
☎ 80.103

DUNEDIN: T & G Building, Princes Street  
(P.O.Box 1104). ☎ 78.294

**NORWAY - NORVEGE**

Johan Grundt Tanums Bokhandl.  
Karl Johansgate 41/43, OSLO 1. ☎ 02-332980

**PAKISTAN**

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-Azam,  
LAHORE 3. ☎ 66839

**PHILIPPINES**

R.M. Garcia Publishing House,  
903 Quezon Blvd. Ext., QUEZON CITY,  
P.O.Box 1860 - MANILA. ☎ 99.98.47

**PORTUGAL**

Livraria Portugal,  
Rua do Carmo 70-74, LISBOA 2. ☎ 360552/3

**SPAIN - ESPAGNE**

Libreria Mundi Prensa  
Castello 37, MADRID-1. ☎ 275.46.55  
Libreria Bastinos  
Pelayo, 52, BARCELONA 1. ☎ 222.06.00

**SWEDEN - SUEDE**

Fritzes Kungl. Hovbokhandl.  
Fredsgatan 2, 11152 STOCKHOLM 16.  
☎ 08/23 89 00

**SWITZERLAND - SUISSE**

Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENEVE 11.  
☎ 022-31.89.50

**TAIWAN**

Books and Scientific Supplies Services, Ltd.  
P.O.B. 83, TAIPEI.

**TURKEY - TURQUIE**

Librairie Hachette,  
469 Istiklal Caddesi,  
Beyoglu, ISTANBUL. ☎ 44.94.70  
et 14 E.Ziya Gokalp Caddesi  
ANKARA. ☎ 12.10.80

**UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI**

H.M. Stationery Office, P.O.B. 569, LONDON  
SE1 9NH, ☎ 01-928-6977, Ext. 410  
or

49 High Holborn  
LONDON WC1V 6HB (personal callers)  
Branches at: EDINBURGH; BIRMINGHAM,  
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF,  
BELFAST.

**UNITED STATES OF AMERICA**

OECD Publications Center, Suite 1207,  
1750 Pennsylvania Ave. N.W.,  
WASHINGTON, D.C. 20006. ☎ (202)298-8755

**VENEZUELA**

Libreria del Esje, Avda. F. Miranda 52,  
Edificio Galipan, Apdo. 60 337, CARACAS 106.  
☎ 32 23 01/33 26 04/33 24 73

**YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE**

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36,  
BEOGRAD. ☎ 621-992

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de depositaire peuvent être adressées à :

OCDE, Bureau des Publications, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris CEDEX 16  
Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to  
OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris CEDEX 16

**PUBLICATIONS DE L'OCDE**

**2, rue André-Pascal  
75775 PARIS CEDEX 16**

**N° 37.254**



***IMPRIME EN FRANCE***

OCDE

*Département des Affaires Économiques et Statistiques*

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES  
*Études détaillées du développement économique  
dans chaque pays de l'OCDE*

Par pays	F 10,00	£ 1.10	\$ 2.50
Abonnement pour la série	F 180,00	£ 20.00	\$ 45.00

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

*En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES  
DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique  
récente dans la zone OCDE et évaluent les perspectives  
au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives.  
En supplément, cette publication contient fréquemment  
des études spéciales destinées à faciliter  
l'interprétation des tendances économiques.*